

Lutte de classe

Extraits commentés du *Parti bolchevique de Pierre Broué – de 1881 à 1917*

Ce document est composé d'extraits du livre de Pierre Broué *Le parti bolchevique*. Ces extraits vont de la fin du XIXe siècle à la prise du pouvoir du 25 octobre 1917. Ils retracent le combat de Lénine pour construire l'outil indispensable sans lequel tout mouvement révolutionnaire est voué à l'échec : le parti bolchevik ou parti communiste. Ces différents extraits ne respectent pas l'ordre chronologique du calendrier, ils respectent le classement par thèmes établi par Pierre Broué.

J'ai ajouté des commentaires personnels à cette formidable histoire, notre histoire, en essayant d'en tirer quelques enseignements pratiques, notamment en comparant la conception du parti de Lénine, son évolution, les principes démocratiques du fonctionnement du parti bolchevik, avec ceux du PCI et du PT.

Mes remarques ne sont pas exhaustives, je n'allais pas répéter ce que les militants ont déjà lu ailleurs ou ce qu'ils savent déjà par cœur – j'ose l'imaginer, disons que si elles peuvent servir à aider les militants à se rapprocher et à travailler davantage ensemble, elles n'auront pas été vaines.

Comme on ne peut pas prévoir le cours exact du déroulement de la lutte des classes, il n'y a pas non plus de recette miracle pour construire le parti, sauf que l'échec de sa construction au cours des 60 dernières années devrait plutôt inciter les militants à faire preuve de plus de modestie et à se poser davantage de questions, à réfléchir à nouveau aux enseignements que nous ont laissés Lénine et ses camarades, au lieu de croire sur parole ce que leur disent leurs dirigeants ou d'être persuadé d'avoir compris quelque chose sans être capable de soutenir la moindre discussion sérieuse.

Lénine préférait construire un parti de militants intelligents, il fustigeait les bénis oui-oui, il encourageait les militants à critiquer les dirigeants, à polémiquer, à exprimer leurs désaccords de toutes sortes sans craindre l'exclusion ou les sanctions. Lénine ne craignait ni l'indiscipline ni l'esprit d'initiative des militants, il se situait en réalité à l'extrême opposé des dirigeants du PCI-PT, de Lambert et Gluckstein.

Il a sans cesse adapté les principes de fonctionnement du parti à la situation réelle de la lutte des classes de la Russie du début du XXe siècle, en fonction de son évolution, dans un seul but : construire le parti et permettre au prolétariat de prendre le pouvoir. Le parti révolutionnaire de masse d'octobre 1917 ne ressemblait déjà plus à celui de février de la même année, encore moins à celui composé de militants professionnels formés dans la clandestinité des années 1902 à 1905.

Le parti que nous avons à construire doit s'inspirer aussi bien des social-démocrates révolutionnaires de 1902 que des bolcheviks de 1917, il ne peut pas être l'un ou l'autre, il doit être l'un et l'autre. Quand à la démocratie interne qui a toujours prévalu dans les rangs du bolchevisme, elle doit s'imposer à tous, le centralisme démocratique doit être respecté, mais il ne peut l'être qu'à partir du moment où les dirigeants eux-mêmes le respectent, ce qu'à toujours fait Lénine.

Pour ma part, j'ai retenu une leçon essentielle de la méthode de Lénine : à partir du moment où l'on partage le même objectif politique, qu'on est engagé sincèrement dans le combat pour la victoire de la révolution socialiste, et que l'on respecte le centralisme

démocratique, que l'on soit dans la majorité ou non, on peut, on doit militer dans le même parti, car en définitif, c'est la lutte des classes qui tranchera nos désaccords théoriques ou idéologiques, dès lors, rien ne peut justifier l'anathème ou l'exclusion de militants sur la base d'un désaccord quelle qu'en soit la nature, y compris sur la tactique, du moment que la discussion se mène honnêtement et sérieusement, car pour Lénine, le parti est avant tout quelque chose d'éminemment sérieux et de vivant. Je sais que ce n'est pas dans l'air du temps de prendre les choses au sérieux, c'est pourtant indispensable.

En 1910, il envisageait une situation où il n'y aurait plus à proprement parlé de parti révolutionnaire en Russie, c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il prévient qu'il faudra « *la force de la volonté, l'endurance et la fermeté d'un parti révolutionnaire trempé pour savoir résister au doute, à la faiblesse, à l'indifférence, au désir d'abandonner la lutte* », pour vaincre la bourgeoisie.

1881 : Le premier groupe marxiste russe

Le marxisme se répand en Russie à l'époque du développement de la grande industrie et de la croissance du prolétariat. Son plus éminent représentant sera Georges Plékhanov, ancien populiste, qui fonde en 1881, sous le titre de « L'Emancipation du travail », le premier groupe marxiste russe.

Lénine : organiser, rassembler les différents groupes...

C'est le jeune Oulianov - Lénine - qui exprime le mieux cette recherche quand, après une expérience brève d'organisation, il écrit en émigration sa brochure sur *Les tâches des social-démocrates*. « *Ne perdons pas un temps précieux*, conclut-il. *Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour fortifier les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers en littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et groupes social-démocrates dispersés dans tous les coins de la Russie en un seul parti ouvrier social-démocrate* ».

(Lénine a toujours favorisé le rapprochement entre les militants lorsque cela était possible. On devrait en prendre de la graine.)

1898 : premier congrès du parti ouvrier social-démocrate russe.

Les petits cercles socialistes qui se forment au cours des dernières années du XIX^e siècle dans les centres ouvriers sont décapités dès qu'ils sortent du cadre des discussions académiques. En 1896 la ligue de Moscou, en 1897 la ligue de Kiev, envisagent diverses mesures pour le rassemblement des organisations dispersées en un parti à l'échelle du pays, mais échouent. Ce sont les travailleurs juifs, plus instruits en général, plus cohérents du fait de leur position minoritaire, employés généralement dans des entreprises de petite dimension, qui, les premiers, parviennent à constituer une organisation à l'échelle du pays, le Bund, qui compte plusieurs milliers de membres. Il réunit en 1898, à Minsk, neuf délégués, dont un ouvrier, d'organisations social-démocrates de l'Empire, dont les ligues de Moscou, Saint-Pétersbourg, Kiev et Ekaterinoslav. Cette assemblée s'intitule « premier congrès du parti ouvrier social-

démocrate russe », rédige ses statuts et un manifeste, élit un comité central de trois membres. Mais, s'il est fondé, le parti n'est pas créé : comité central et congressistes sont presque immédiatement arrêtés.

Construire le parti par le haut

Renonçant alors à construire le parti ouvrier par le bas, à partir des cercles locaux, un groupe d'intellectuels émigrés va tenter, à l'inverse, de le construire par le haut, à partir d'un centre situé à l'étranger, donc à l'abri de la police, et en publiant, pour toute la Russie, un journal politique qui constituerait, grâce à un réseau clandestin, le centre et l'instrument de l'unification en parti des diverses organisations.

Les émissaires de l'Iskra, trente au maximum en 1903

Les premiers marxistes russes du « groupe pour la libération du travail », fondé en émigration en 1883, Georges Plékhanov, Véra Zassoulitch, Paul Axelrod, seront le noyau de cette entreprise avec ceux de la deuxième génération marxiste, leurs cadets du groupe « Ligue d'émancipation de la classe ouvrière », de 1895, Vladimir Illich Oulianov, bientôt dit Lénine, et Jules Martov, revenus de Sibérie en 1898. Le 24 décembre 1901 paraît à Stuttgart le premier numéro de leur journal, l'*Iskra* (L'Étincelle), dont l'épigraphe ambitieuse annonçait les intentions : « *De l'étincelle jaillira la flamme* ». Il se donne pour but de « *concourir au développement et à l'organisation politiques de la classe ouvrière* ». Il offre aux organisations clandestines de Russie un programme et un plan d'action, des mots d'ordre politiques et des directives pratiques pour une organisation clandestine, chargée d'abord de la diffusion du journal et que contrôle la compagne de Lénine, Nadiejda Kroupskaïa, clandestine, chargée d'abord de la diffusion du journal et que contrôle la compagne de Lénine, Nadiejda Kroupskaïa. A cette date, les ouvriers russes semblent en train de s'éveiller à la lutte revendicative : grèves et mouvements variés se multiplient. et les émissaires de l'*Iskra* - une dizaine au plus, au départ, trente au maximum en 1903 - parcourent le pays, nouent les liaisons avec les groupes locaux, recueillent les renseignements, fournissent les publications, sélectionnent aussi les militants d'envergure qu'ils font passer dans la clandestinité. « *Membres d'un ordre errant qui s'élevait au-dessus des organisations locales, les considérant comme un champ d'action* », les iskristes cherchent à constituer un appareil central, un état-major des luttes ouvrières à l'échelle du pays, brisant les particularismes et l'isolement traditionnels, formant des cadres à une vue d'ensemble.

Que faire ? rédigé en 1902.

Dans les conditions russes du début du XXe siècle, le parti ouvrier doit être formé à partir de révolutionnaires professionnels. Face à la police de l'Etat tsariste, l'arme principale du prolétariat sera l'organisation rigoureusement centralisée, étroite, disciplinée, et aussi secrète que possible, de militants clandestins, le parti « *fer de lance de la révolution* », à la fois état-major et avant-garde de la classe ouvrière.

1903

Le deuxième congrès du parti se tient en juillet et août 1903 à Bruxelles, puis Londres.

Deux conceptions du parti.

Mais les gens de l'*Iskra* se divisent sur la question du vote des statuts, où deux textes s'affrontent. Lénine, au nom des « durs », propose de réserver la qualité de membre du parti à tous ceux qui « *participent personnellement à l'une de ses organisations* », tandis que Martov, au nom des « mous », préfère une formule qui l'attribue à ceux qui « *collaborent régulièrement et personnellement sous la direction d'une de ses organisations* ». Ainsi s'ébauche une divergence profonde entre les partisans d'un parti largement ouvert, lié à l'intelligentsia, qui soutiennent Martov, et les partisans de Lénine, défenseurs d'une conception étroite du parti, avant-garde disciplinée de révolutionnaires professionnels.

(Effectivement, à quoi bon regrouper des adhérents qui ne mettent pas en pratique la politique du parti. C'est d'autant plus dangereux qu'ils ne peuvent pas en vérifier eux-mêmes la justesse dans la pratique. On peut le concevoir à condition de ne pas leur donner le droit de vote dans les instances du parti, car en imaginant qu'un jour ou l'autre ils soient amenés à voter pour un texte ou un autre, ils seront incapables de le faire en toute indépendance, ils pourront être manipulés.)

L'époque de la clandestinité.

La forme clandestine d'organisation centralisée est incontestablement la plus efficace; elle permet de préserver les militants en les déplaçant quand ils sont menacés, de créer des centres nouveaux en y implantant des émissaires; elle offre aux ouvriers des garanties de sérieux par sa définition stricte.

1905

En 1905, ils sont quelque 8 000 bolcheviks dans des organisations clandestines, implantés dans la plupart des centres industriels. (...)

L'organisation bolchevique se transforme rapidement pendant cette période : l'appareil clandestin demeure, certes, mais la propagande se développe et les adhésions se multiplient. La structure se modifie - les élections de responsables apparaissent.

1906

Au moment où le congrès d'unification se réunit à Stockholm, en avril 1906, le reflux a partout commencé en Russie.

Réunification : Lénine hostile à toute scission.

Aussi est-ce bien la réunification qui est décidée - 62 délégués mencheviques, représentant 34 000 militants, 46 bolcheviques, en représentant 14 000, décident la reconstitution du parti, dans lequel ils admettent le Bund et les partis social-démocrates letton et polonais. Le comité central élu comprend deux Polonais, un Letton, sept mencheviks et trois bolcheviks, Krassine, Rykov et Desnitski. Vingt-six « délégués de l'ancienne fraction bolchevique », dont Lénine, déclarent que, malgré leurs divergences avec la majorité du congrès, ils sont hostiles à toute scission et continueront à défendre leurs positions afin de les faire triompher dans le parti. La fraction bolchevique sera bientôt dirigée par un « centre », clandestin par rapport au parti. Elle aura une tribune avec *Proletari* (Le Prolétaire), l'organe du comité de Saint-Pétersbourg, que dirige un militant de vingt-cinq ans, Radomylski, dit Zinoviev.

(Les bolchevik sont minoritaires, mais ils s'engagent à respecter le centralisme démocratique (avant l'heure) et ils se prononcent contre toute scission.)

1907 : le congrès introduit le centralisme démocratique dans les statuts

Le congrès de Londres, réuni en mai 1907, est élu par 77 000 militants du parti russe; il comprend, outre 44 délégués du Bund, 26 Lettons, 45 Polonais, 175 délégués russes divisés en 90 bolcheviks et 85 mencheviks. Avec l'appui des social-démocraties lettons et polonaises, les bolcheviks s'assurent la majorité contre la coalition des mencheviks et des bundistes. Parmi les bolcheviks élus au comité central figurent Bogdanov, Rykov et Zinoviev. Le congrès introduit dans ses statuts le principe du « centralisme démocratique » : les décisions prises après une large discussion sont applicables strictement, et la minorité doit toujours se soumettre aux décisions de la majorité. Comme garantie de la liberté des décisions et du contrôle démocratique du centre, on décide la tenue d'un congrès annuel et de conférences trimestrielles rassemblant chaque fois des délégués élus pour la circonstance. Malgré sa victoire, Lénine, qui prévoit des « *temps difficiles* », où il faudra « *la force de la volonté, l'endurance et la fermeté d'un parti révolutionnaire trempé pour savoir résister au doute, à la faiblesse, à l'indifférence, au désir d'abandonner la lutte* », maintient et renforce la fraction ; après le congrès, les délégués bolcheviques élisent un centre de 15 membres; celui-ci est destiné à diriger la fraction, qui n'est d'ailleurs pas, pour Lénine, l'embryon d'un parti nouveau, mais « *un bloc pour faire appliquer, dans le parti ouvrier, une tactique déterminée* » .

(En plus du congrès annuel, des conférences trimestrielles sont prévues pour que chaque tendance puisse défendre ses positions. Un exemple de démocratie à suivre.)

L'après 1905 : démoralisation générale, désaccords, fractions....

La répression se déchaîne, les comités sont démantelés par les arrestations. Le moral des ouvriers s'effondre, beaucoup de militants abandonnent leur activité. De plusieurs milliers à Moscou en 1907, ils ne sont plus que 500 à la fin de 1908, 150 à la fin de 1909 - il n'y a plus d'organisation en 1910. Pour l'ensemble du pays, les effectifs passent de presque 100 000 à moins de 10 000. Dans ce qui reste du parti, d'ailleurs, les désaccords s'accroissent entre les fractions qui s'émiettent. Seule l'extrême décomposition générale empêche d'autres scissions formelles le désir de conciliation à tout prix naît de l'impuissance et semble prévaloir dans la décrépitude de toutes les fractions. (...)

Les bolcheviks, malgré la désillusion de beaucoup et de nombreuses défections, reprennent la tâche entreprise clandestinement avant 1905. Pourtant, ils ne sont pas non plus à l'abri des divergences internes. (...)

En fait, le parti, tout entier semble se décomposer en violents soubresauts.

(Il ne faut jamais perdre espoir et profiter du reflux de la lutte des classes pour rebondir et aller de l'avant.)

Fin 1908 : Lénine contre l'unité à tout prix...

A la fin de 1908, Plékhanov condamne les liquidateurs, rompt avec le gros des mencheviks et fonde sa propre fraction dite des « mencheviks du parti », en front unique avec les bolcheviks. Le désir d'unité à tout prix est renforcé par ces scissions successives. Les mencheviks proposent la tenue d'une conférence groupant des délégués de toutes les organisations légales et illégales, de toutes les fractions, qui reconstruirait l'unité brisée. Lénine y voit une opération inspirée par les liquidateurs, mais d'autres bolcheviks, qu'on

appellera « conciliateurs », Doubrovinski, Rykov, Sokolnikov, Noguine, se rallient à cette politique unitaire. (...)

Trotsky allié temporairement aux conciliateurs.

Sa position (à Trotsky) est qu'il faut construire un parti ouvert à tous les socialistes, des liquidateurs aux bolcheviks. Il se proclame étranger à toutes les fractions, et, en fait, se trouve bientôt allié aux conciliateurs qui, sous le nom de « bolcheviks du parti », sont maintenant majoritaires chez les bolcheviks.

(La lutte de fraction, qui effraie tant les adeptes d'un parti monolithique, a en réalité permis de clarifier les positions des uns et des autres au lieu d'affaiblir le parti, comme certains le pensent par ignorance et permis finalement au parti de se renforcer.)

1910 : Lénine a accepté la réunification...

En janvier 1910, une séance plénière du comité central, qui s'étale sur trois semaines, semble consacrer le succès de la réunification réclamée par Trotsky et ses alliés. L'alliance de tous les « conciliateurs » l'impose aux récalcitrants de toutes les fractions. Les journaux bolchevique et menchevique, *Prolétaire* et la *Voix social-démocrate*, vont disparaître pour laisser la place au *Social-démocrate*, que dirigeront Lénine et Zinoviev avec Dan et Martov. (...)

Comme une solution transitoire...

Lénine a accepté toutes ces décisions. Il écrit à Gorki que de puissants facteurs l'y ont poussé, notamment « *la situation difficile du parti* », et « *la maturation d'un nouveau type d'ouvriers social-démocrates dans le domaine pratique* ». Il s'inquiète pourtant : au comité central se sont manifestées des tendances dangereuses, « *un état d'esprit de conciliation en général, sans idée claire, sans savoir avec qui, pourquoi, comment* », et, outre la « *haine contre le centre bolchevique pour son implacable guerre d'idées* », le « *désir des mencheviks de faire du scandale* » .

Tout en maintenant son objectif.

L'accord sera de courte durée. Dès le 11 avril, Lénine écrit à Gorki : « *Nous avons un bébé couvert d'abcès. [...] Ou bien nous les ferons crever, nous guérirons l'enfant et nous l'élèverons ou, si cela tourne mal, l'enfant mourra* ». Il ajoute, constant dans son objectif : « *Dans ce cas, nous vivrons quelque temps sans enfant (c'est-à-dire : nous reconstituerons la fraction), et ensuite nous enfanterons un bébé plus sain* » .

Les décisions du comité centrale ne sont pas respectées.

Lénine a jusque-là accepté, parfois à contrecœur, unité et conciliation. Mais la remontée ouvrière impose à ses yeux un tournant radical. En fait, tout le monde dans le parti viole les décisions du comité central de 1910 : le comité ne s'est plus jamais réuni, la *Pravda*, le *Vpériod*, la *Voix social-démocrate* paraissent toujours, tandis que, grâce au soutien du Polonais Tychko, Lénine et Zinoviev ont fait du *Social-démocrate* un organe bolchevique. Lénine pense que des événements révolutionnaires se préparent et qu'il faudra faire face avec un parti solidement structuré.

La formation des cadres du parti.

Sous la direction de Zinoviev, les bolcheviks organisent à Longjumeau une école de cadres : les militants ainsi formés pénètrent illégalement en Russie pour y resserrer les contacts et préparer une conférence nationale.

(La formation des cadres devrait être permanente.)

1912 : Lénine passe à l'offensive : exclusion des liquidateurs

Le 18 janvier 1912, la conférence projetée se réunit à Prague. De l'émigration, seuls les bolcheviks et quelques mencheviks du parti y participent, par contre, il y a plus de vingt représentants d'organisations clandestines de Russie. La conférence de Prague déclare agir au nom du parti tout entier; elle exclut les liquidateurs et se prononce pour la création de « *noyaux social-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales* ». Elle élit un comité central où figurent notamment Lénine, Zinoviev, Ordjonikidzé, Sverdlov et l'ouvrier métallurgiste Malinovski. L'accord avec la *Pravda* de Trotsky est annulé. *Rabotchaia Gazeta* devient l'organe du comité central. (...)

Les militants de Russie, appliquant la décision de la conférence, se tournent vers les activités légales. Le parti se rallie à la proposition de Voronski d'un journal légal quotidien.

La Pravda

Après plusieurs mois de campagne et une souscription dans les principales usines des grandes villes, paraît, le 22 avril-5 mai 1912, le premier numéro de la *Pravda* : organe bolchevique en fait, elle comptera, pendant plus d'une année encore, Georges Plékhanov parmi ses collaborateurs.

Les bolcheviks bénéficient de la scission.

Quoique les appréciations, dans ces circonstances, soient extrêmement difficiles à porter, il semble bien que les bolcheviks, qui ont conservé l'étiquette du parti, aient été les grands bénéficiaires de la scission en Russie. C'est du moins l'opinion du chef de la police tsariste, qui déclare en 1913 : « *Il y a maintenant des cercles, des cellules et organisations bolcheviques dans toutes les villes. Une correspondance et des contacts permanents ont été établis avec presque tous les centres industriels. [...] Il n'est rien d'étonnant à ce que, actuellement, le rassemblement de tout le parti clandestin se fasse autour des organisations bolcheviques, et que ces dernières représentent en fait le parti ouvrier social-démocrate russe* ».

1913 : échec de la réunification soutenue par Trotsky

En août, à Vienne, Trotsky a réuni une conférence dont il voulait faire sortir la réunification. Mais il a échoué : bolcheviks et mencheviks du parti ont refusé d'y participer. Les partisans de ce qu'on appellera le « bloc d'août » créent un comité d'organisation : leur seul lien est une commune hostilité à Lénine et aux bolcheviks. La polémique, de nouveau, fait rage. Lénine organise la scission de la fraction social-démocrate des députés à la Douma et défend énergiquement le porte-parole de la fraction bolchevique, Malinovski, que les mencheviks accusent d'être un provocateur. Plékhanov rompt avec les bolcheviks, cesse de collaborer à la *Pravda* en août 1913, tente d'organiser sa propre fraction avec le journal *Edinstvo* (Unité) et rallie finalement le bloc

d'août. Trotsky, lui, abandonne dans le même temps ce regroupement partiel qui est contraire à son objectif d'un regroupement général : il noue des contacts avec un groupe d'ouvriers de Saint-Pétersbourg, partisans eux aussi de l'unité de toutes les fractions. Lénine, qui s'est installé à Cracovie, dirige de là l'activité des bolcheviks, pousse Sverdlov à la direction de la *Pravda* à la place de Staline.

Mais bientôt, Sverdlov et Staline sont arrêtés, dénoncés par Malinovski, qui est en fait un agent de la police. Les bolcheviks s'efforcent d'organiser un congrès au moment où leurs adversaires en appellent à l'Internationale contre les « *scissionnistes* ».

(Scission et unification n'ont pas cessé de rythmer la vie des militants révolutionnaires russes, on aurait presque envie de dire : pour leur plus grand bien !)

1914 : les combats décisifs qui s'annoncent poussent Lénine à rejeter la réunification.

Le bureau de l'Internationale socialiste offre ses services en vue d'une médiation et réunit à Bruxelles, les 16 et 17 juillet 1914, une conférence pour la réunification du parti russe. Tous les groupes et fractions y sont représentés. Inès Armand, porte-parole des bolcheviks, y défend la position exprimée par Lénine dans un mémorandum : l'unité est possible dans un parti social-démocrate comprenant une aile révolutionnaire et une aile réformiste, comme le prouve l'exemple des partis occidentaux. Mais, en Russie, ce sont les liquidateurs qui ont brisé l'unité et refusé de se soumettre à la majorité. La réunification avec eux n'est possible que s'ils acceptent la discipline. La conférence, après un débat très vif où Plékhanov se fait remarquer par la violence de ses attaques contre Lénine, vote une résolution qui affirme que les divergences tactiques constatées ne justifient pas une scission. Elle pose cinq conditions au rétablissement de l'unité : la reconnaissance par tous du programme du parti ; l'acceptation par la minorité des décisions de la majorité ; une organisation pour le moment clandestine ; l'interdiction de tous accords avec des partis bourgeois ; la participation de tous à un congrès général d'unification. Inès Armand et le délégué letton sont seuls à ne pas voter ce texte, destiné à devenir une machine de guerre contre les bolcheviks, et surtout contre Lénine, qu'on espère-isoler de ceux de ses camarades dont on connaît les tendances « conciliatrices ». Mais la guerre brisera net cette opération, et d'abord en interdisant le congrès international prévu à Vienne pour le mois d'août 1914.

(Tout est possible, à condition que toutes les tendances respectent le centralisme démocratique, la discipline minimum à l'intérieur du parti.)

Bolcheviks mencheviks : Frapper ensemble, marcher séparément

A cette date, la situation en Russie est extrêmement confuse. Les bolcheviks occupent, dans l'ensemble, des positions prépondérantes, mais le désir d'unité reste vif. Dans certaines villes coexistent des groupes bolcheviques et des groupes mencheviques, déployant les uns et les autres des activités tant légales qu'illégales, dépendant étroitement du comité central ou rattachés de façon plus lâche au comité d'organisation. Mais, en fait, tout est en pleine évolution. Ici, la scission est en route, et là l'unification. La guerre raserait tout cela. Bien des groupes locaux subsisteront en tant que groupes social-démocrates, ne se rattachant à aucune des deux grandes fractions et rassemblant des partisans des deux. Et, malgré la scission de 1913, les députés bolcheviques et mencheviques de la Douma se manifesteront ensemble, sous l'étiquette de fraction social-démocrate, pour voter contre les crédits de guerre.

1916 : la fraction bolchevik ne compte plus que 5 000 membres.

Les bolcheviks resteront seize mois sans direction effective. Des centaines de militants sont arrêtés, emprisonnés ou déportés, d'autres sont sous l'uniforme, les ouvriers mobilisés sur place dans leurs entreprises. Une nouvelle période de réaction commence, où chaque militant n'est plus qu'un individu isolé. Quand, à partir de 1916, les ouvriers commencent à retrouver les voies de la lutte, la fraction bolchevique compte, au grand maximum, 5 000 membres dans une organisation peu à peu reconstruite. Mais c'est une poignée de cadres ; ces hommes qui ont appris pendant les années d'avant-guerre à organiser, à grouper les ouvriers, à diriger leurs luttes, à dérouter les forces de répression, constituent en somme les éléments de cette avant-garde ouvrière révolutionnaire que Lénine avait cherché à construire à travers l'histoire complexe du parti ouvrier social-démocrate russe et de sa fraction bolchevique.

1917 : les journées révolutionnaires de février.

Le parti, entre les mains de Lénine, fut un instrument historique incomparable. Car la dizaine de milliers de militants illégaux qui reprenaient le contact au lendemain des journées révolutionnaires de février 1917 allaient, en moins de huit mois, constituer une organisation que les larges masses ouvrières et, dans une moindre mesure, paysannes, reconnaissent pour leur. Il allait les diriger dans la lutte contre le gouvernement provisoire, conquérir et garder le pouvoir.

(Seul un parti ancré dans les masses peut les mener à la victoire. Au moment des combats décisifs, tous les militants révolutionnaires d'hier et d'aujourd'hui répondent présent comme un seul homme.)

A propos de Que faire ?

Ce sont les conditions russes qu'il examine dans cet ouvrage, c'est la classe ouvrière russe dont il analyse les tendances, c'est une solution russe qu'il prône sans prétention à une analyse et des conclusions qui vailent pour d'autres pays à cette époque. Dans la préface écrite en septembre 1907 pour un recueil de ses articles et études intitulé : *Douze ans*, il écrit : « *L'erreur fondamentale de ceux qui polémiquent aujourd'hui contre Que faire? consiste à détacher complètement ce travail de son contexte dans une situation définie et depuis longtemps dépassée du développement de notre parti. [...] Que faire? est un résumé de la tactique et de la politique d'organisation de groupe de l'Iskra en 1901 et 1902. Rien qu'un résumé; rien de plus et rien de moins. Aucune autre organisation que celle qui fut mise en avant par l'Iskra ne pouvait, dans les circonstances historiques de la Russie de 1900-1905, avoir créé un parti ouvrier social-démocrate comme celui qui l'a été aujourd'hui. Le révolutionnaire professionnel a rempli sa tâche dans l'histoire du socialisme prolétarien russe* » (1).

Dès novembre 1905, d'ailleurs, il avait écrit cette définitive condamnation de ceux qui ont, une fois pour toutes, figé sa pensée dans un cadre mécanique et abstrait, et prétendent opposer schématiquement spontanéité et conscience chez Lénine dans les termes de *Que faire ?*, comme si cet ouvrage avait eu, à ses yeux, une valeur universelle et une portée éternelle : « *La classe ouvrière russe est instinctivement, spontanément social-démocrate (c'est-à-dire révolutionnaire. P.B.) et les dix années et plus de travail effectué par les social-démocrates ont fait beaucoup pour transformer cette spontanéité en conscience de classe* » (2).

Note1 : Cité par Brian PEARCE, « *Building the Bolshevik party* » dans *Labour Review* n°1, 1960, pp. 28-29)

Note 2 : Cité par P.PEARCE, ibidem, p. 27.)

(Pour que se transforme la spontanéité des masses en conscience de classe, faut-il encore qu'un parti développe le programme de la révolution socialiste, tout le programme ! Avis à ceux qui n'osent plus parler ouvertement de révolution en France ou qui n'en parlent qu'à huis clos, ils commettent une grosse erreur.)

Le journal est fait pas les ouvriers.

A cet égard, l'exemple de la Pravda est caractéristique, car ce quotidien « ouvrier » est, à la veille de la guerre de 1914, la pièce maîtresse du développement du parti bolchevique. Le journal est lancé à la suite d'une campagne d'agitation publique dans les usines pour une souscription. Par les informations qu'elle donne les mots d'ordre qu'elle lance, la Pravda est, pour des dizaines de milliers d'ouvriers d'avant-garde, ce que l'*Iskra* avait été au début pour quelques centaines. Les correspondants ouvriers de la *Pravda* sont à la fois les agents de liaison du parti et les antennes dont il dispose pour connaître l'état d'esprit des ouvriers : à travers leurs informations s'opère une uniformisation de l'expérience ouvrière, élément d'une conscience collective. En une seule année, elle publie 11 114 « correspondances » de ce type, soit une moyenne de 41 par numéro.

Journal « ouvrier » par son titre, fait en grande partie par des ouvriers, la *Pravda* est leur affaire - ce sont eux qui fournissent pour l'essentiel les contributions au « fonds de fer » créé pour faire face à tous les coups qui frappent le quotidien, amendes et saisies. (...)

C'est le caractère autocratique de l'Etat russe, c'est la toute-puissance de l'arbitraire policier qui ont contraint les social-démocrates russes à bâtir leur parti à partir d'un secteur clandestin; (...)

(Nous n'avons jamais disposé d'un tel outil pour construire le parti. Le journal s'est toujours adressé à une élite, trop théorique, trop d'articles récurrents à foison rédigés sur un ton monocorde, à mourir d'ennui à la longue, et non un outil sans cesse renouvelé de ralliement et de combat pour la classe ouvrière, pas assez d'articles de terrain, trop éloigné de la vie quotidienne des travailleurs...)

La tribune parlementaire pour la propagation des idées socialistes.

L'illégalité n'est pourtant pas une fin en soi. Le vrai problème, c'est, en utilisant au maximum toutes les possibilités, de constituer un parti ouvrier social-démocrate, un détachement d'avant-garde conscient, armé de la connaissances des lois du développement social, faisant progresser dans la classe ouvrière la conscience de classe, l'organisant, la menant au combat, quelles que soient les conditions générales de la lutte. C'est dans cette perspective que les bolcheviks, après la période du boycott, participent systématiquement aux élections, même lorsque le truquage des lois électorales est manifeste. L'objectif n'est pas et ne peut pas être une victoire parlementaire, mais, ainsi, que le prouvent les souvenirs de Badaiev, l'utilisation de la publicité que fournit la tribune parlementaire pour la propagation des idées socialistes et la construction du parti.

La social-démocratie allemande avant 1914 : un modèle.

Avant 1914, le parti social-démocrate allemand est, aux yeux de Lénine et des bolcheviks, le type même du parti ouvrier tel qu'ils veulent le construire en Russie, compte tenu des conditions spécifiques. Lénine le répétera à plusieurs reprises, après avoir nettement et catégoriquement démenti l'interprétation inverse de ses intentions : « *Où et quand ai-je prétendu avoir créé un courant particulier quelconque de la social-démocratie internationale, distinct du courant de Bebel et de Kautsky ? Où et quand se sont manifestées des divergences entre moi, d'une part, Bebel et Kautsky d'autre part* ». »

Le vieux-bolchevik Chliapnikov témoigne que, dans leur propagande auprès des ouvriers, les bolcheviks faisaient des social-démocrates allemands leurs modèles. (...)

La rancœur des bolcheviks sera d'autant plus vive après août 1914, lorsqu'ils devront revenir sur leur appréciation du courant Bebel-Kautsky et admettre que Rosa Luxembourg, en qui Lénine verra alors la « *représentante du marxisme le plus authentique* », avait eu raison contre eux sur ce point. (fraction social-démocrate du Reichstag votant les crédits de guerre - NDLR)

1917 : Lénine, abandonner le terme de « social-démocrate ».

En avril 1917, à la conférence du parti bolchevique, après son retour, Lénine sera seul à voter pour sa proposition d'abandonner le terme de « social-démocrate » dans le titre du parti : preuve, bien sûr, qu'il ne craignait pas d'être isolé dans sa propre organisation, mais aussi qu'il n'avait pas, avant 1914, préparé ni voulu de rupture avec la IIe Internationale et ses grands partis.

Sans transiger sur les principes.

De la même façon, quelles qu'aient été les responsabilités de Lénine et de sa fraction dans la scission de 1903, nous avons vu qu'ils ne l'avaient ni voulue, ni préparée, ni prévue, qu'elle les avait pris au dépourvu et que, sans transiger sur leurs principes, ils n'en ont pas moins travaillé ensuite à une réunification dont ils espéraient, bien sûr, qu'elle se ferait sous leur drapeau, mais dont il est incontestable qu'elle ne pouvait donner naissance qu'à un parti politiquement moins homogène et plus large que ne l'a été, pendant toutes ces années, la fraction dure des bolcheviks.

Il n'y a pas unanimité chez les marxistes.

Dès 1894, polémiquant contre le populiste Mikhailovski, Lénine affirmait : « *Il est parfaitement exact qu'il n'y a pas unanimité complète chez les marxistes. [...] Cette absence d'unanimité ne révèle pas la faiblesse, mais la force des social-démocrates russes. [...] L'unanimité des gens qui se satisfaisaient de l'acceptation unanime de « vérités rassurantes », cette tendre et touchante unanimité a été remplacée par des désaccords entre gens qui veulent une explication de l'organisation économique réelle, de l'organisation économique présente de la Russie, [...] une explication de sa réelle évolution économique, de son évolution politique et de celle de ses autres superstructures* » 5. Sa volonté de réunification à la veille de 1905 s'explique autant par la confiance dans ses propres idées que par la conviction que les conflits inévitables entre social-démocrates peuvent se régler à l'intérieur d'un parti qui est leur maison à tous . « *Les divergences d'opinion à l'intérieur des partis politiques ou entre eux* », écrit-il en juillet 1905, « *sont ordinairement réglées, non seulement par les polémiques, mais aussi par le développement de la vie politique elle-même. Particulièrement, les divergences sur la tactique d'un parti sont souvent liquidées par le passage de facto de ceux qui ont des vues erronées sur une ligne correcte, parce que le cours même des événements [...] prive ces vues erronées de leur contenu et de leur intérêt* » 6.

Note 5 : LENINE, *Selected Works*, vol. IX, p. 92.

Note 6 : LENINE, *Œuvres Complètes* (en russe), 3^e éd., vol. VIII, pp. 13-15.

(Lénine fustigeait les dogmatiques et les sectaires, l'unanimité derrière les chefs était plus une faiblesse qu'une qualité ou une force. Que dire de l'unanimité qui a toujours régné au sein de la direction du PCI-PT, avant l'exclusion des rares dirigeants qui avaient osé manifester leur désaccord avec Lambert, puis avec Gluckstein ? Quand à l'issue de

congrès, décennie après décennie, on vous dit que tous les textes de la direction sortante ont été adoptés à l'unanimité ou la quasi unanimité, il y a de quoi se poser des questions, non ?)

C'est la totalité du parti qui doit être orienté dans la bonne direction.

A cet égard, il manifeste une grande confiance quant à l'évolution ultérieure des mencheviks, écrivant à la fin de 1906 : « *Les camarades mencheviques passeront par le purgatoire des blocs avec les opportunistes bourgeois et reviendront à la social-démocratie révolutionnaire* ». Pour Kroupskaïa, en 1910, « *Vladimir Illitch ne doutait pas qu'à l'intérieur du parti, les bolcheviks n'obtinssent la majorité et que le parti ne s'orientât, en fin de compte, dans la voie tracée par les bolcheviks, mais il fallait qu'il en fût ainsi pour le parti tout entier et non seulement pour sa fraction* ». En 1912, c'est seulement sur les adversaires du travail illégal, les liquidateurs, que la conférence de Prague lancera l'anathème. La collaboration avec les « mencheviks du parti » s'explique ainsi, non par une manœuvre tactique, mais par la conviction, exprimée dès décembre 1906, que « *jusqu'à la révolution sociale, la social-démocratie présentera inévitablement une aile opportuniste et une aile révolutionnaire* ». C'est la position que défend Inès Armand, à Bruxelles : exception faite des liquidateurs, tout social-démocrate a sa place dans le parti où, en Russie comme en Occident, révolutionnaires et réformistes doivent normalement cohabiter, car seule la révolution tranchera en dernier ressort entre eux, en tant qu'expression ultime du « *développement de la vie politique* ».

(Ce que pensait Lénine en 1906 à propos des social-démocrates, il ne le pensera plus à partir de 1914 après qu'ils ont voté les crédits de guerre et ralliés leur bourgeoisie respectives, donc encore moins après. Pierre Broué détourne la pensée de Lénine, car pour Lénine à partir du moment où les social-démocrates ont franchi la ligne de classe ou que le combat pour la prise du pouvoir est engagé, il n'est plus possible de concevoir la moindre cohabitation dans le même parti entre bolcheviks et réformistes.)

Construire un parti d'action.

La vérité est que le souci premier de Lénine fut la construction d'un parti d'action, et que, dans cette perspective, sa construction, sa nature, son développement et son régime même ne pouvaient être conçus indépendamment des conditions politiques générales, du degré des libertés publiques, du rapport de forces entre la classe ouvrière, l'Etat et les classes possédantes.

(C'est bien la raison pour laquelle on ne peut pas copier tel quel le parti bolchevik de 1902 ou de 1917.)

La structure du parti doit être adaptée aux besoins de la lutte du moment.

Entre 1904 et 1905, dans sa polémique contre les mencheviks, alors que tous les socialistes sont clandestins, Lénine écrit : « *Nous aussi, nous sommes pour la démocratie, quand elle est vraiment possible. Aujourd'hui, ce serait une plaisanterie, et cela, nous ne le voulons pas, car nous voulons un parti sérieux, capable de vaincre le tsarisme et la bourgeoisie. Réduits à l'action clandestine, nous ne pouvons pas réaliser la démocratie formelle dans le parti. [...] Tous les ouvriers conscients qui ont compris la nécessité de renverser l'autocratie et de combattre la bourgeoisie savent que, pour vaincre le tsarisme, il nous faut en ce moment un parti clandestin, centralisé, révolutionnaire, coulé d'un seul bloc. Sous l'autocratie, avec ses répressions féroces, adopter le régime des élections, la démocratie, c'est tout bonnement aider le tsarisme à détruire notre organisation* ». Et, dans *La belle cage ne nourrit pas l'oiseau*, il précise «

*L'ouvrier sérieux comprend que la démocratie n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour la libération de la classe ouvrière. Nous donnons au parti la structure qui répond le mieux aux besoins de notre lutte en ce moment. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une hiérarchie et un centralisme rigoureux ». Au IIIe Congrès, alors que le mouvement révolutionnaire s'amplifie tous les jours, il affirme : « Dans des conditions de liberté politique, notre parti peut être et sera complètement bâti sur le principe de l'élection. [...] Même sous l'absolutisme, on aurait pu appliquer beaucoup plus largement le principe d'élections ». La conférence de Tammerfors décide d'appliquer intégralement à l'organisation du parti les principes du « centralisme démocratique », et « le principe de l'éligibilité la plus large, avec attribution aux organismes élus des pleins pouvoirs pour la direction idéologique et pratique, et le principe de la destitution de ces organismes et de l'obligation de publier largement et de rendre compte rigoureusement de leur activité ». Dans sa préface à *Douze ans*, Lénine, polémique à propos de *Que faire ?*, rappellera : « Le parti, malgré la scission, a utilisé la lueur momentanée de liberté pour introduire une structure démocratique pour son organisation publique avec un système électif et une représentation au congrès conforme au nombre de militants organisés ». (...)*

Pour les bolcheviks, le « régime » interne reflète dans le parti les conditions générales de la lutte des classes. Il est pourtant, à son tour, un facteur autonome.

Le comité existe pour le parti et non l'inverse.

Lénine leur rappelle (aux komitetchiki) que « *le parti n'existe pas pour le comité, mais le comité pour le parti* ». « *Je pense souvent que les neuf dixièmes des bolcheviks sont vraiment formalistes. [...] Il faut recruter parmi les jeunes avec plus de largeur de vues, et encore plus courageusement, sans les craindre, oublier toutes les pratiques encombrantes, le respect pour les titres, etc. [...] Donner à chaque comité de base le droit, sans trop de conditions, de rédiger des tracts et de les distribuer. Ce ne serait pas une grosse affaire s'ils commettaient des erreurs, nous les corrigerions « gentiment » dans Vpériod. Les événements eux-mêmes enseignent dans notre esprit* ». Kroupskaïa indique que Lénine ne s'inquiète pas outre mesure de n'avoir pas été écouté par les komitetchiki : « *Il savait que la révolution était en marche et obligerait le parti à admettre les ouvriers au sein des comités* ».

(Lénine reprochait aux neuf dixièmes des bolcheviks d'être des formalistes, de craindre la jeunesse et les ouvriers, de leur refuser par avance le droit à l'erreur. Bref, Lénine était plus tolérant ou démocrate que les dirigeants du PCI-PT depuis 70 ans. Cela aussi devrait faire réfléchir les militants qui leur vouent littéralement un culte.)

Tout oppose bolchevisme et réformisme.

Aucune adaptation à l'Etat n'est possible sans capitulation ouverte, le réformisme, né en Occident comme un état d'esprit avant d'incarner une tendance dans les organisations ouvrières, puis une couche privilégiée, n'a pas, en Russie, de racines sérieuses. Les conditions de la lutte politique et sociale font des militants une élite généreuse, courageuse et pure. Il faut multiplier ruses et initiatives pour préserver l'organisation et garder le contact avec les ouvriers. Aucune routine ne peut s'établir, et il faut savoir saisir les occasions.

(Le réformisme et l'aristocratie ouvrière a pourri le mouvement ouvrier, ses dirigeants, ses cadres et une bonne partie des militants, à leur insu pour ces derniers, car c'est beaucoup moins compréhensible et excusable pour les dirigeants. S'ils avaient respecté les principes mis en œuvre par Lénine et dont il a déjà été fait largement référence dans ce document, peut-être n'en serions-nous pas où nous en sommes aujourd'hui. Il ne s'agit bien sûr que d'une hypothèse)

Le fonctionnement du parti dans la clandestinité.

L'ouvrier qui entre dans le parti est déjà familiarisé avec les méthodes de la clandestinité. Il va s'y plonger un peu plus. Son nom et son adresse ne sont en possession que d'un seul responsable ; il est connu, il connaît ses camarades de parti sous un pseudonyme qui changera aussi souvent que cela paraîtra nécessaire pour dérouter la police. A la base, dans l'atelier ou l'usine, il y a la cellule, qu'on appelle plus souvent le « comité » ou le « noyau ». Elle ne recrute que par cooptation, et tout nouveau venu doit être examiné et accepté par ses membres avant d'être admis dans l'organisation. (...)

Piatnitski a minutieusement décrit la pyramide du parti à Odessa avant 1905 : au-dessus des comités de base, il y a des sous-rayons, des rayons, et le comité de ville, tous recrutés exclusivement par cooptation. Chaque comité comprend des militants responsables, avec des fonctions bien définies, qui n'ont de contacts qu'avec leurs homologues de l'échelon inférieur ou supérieur ; les contacts verticaux sont ainsi réduits au strict minimum, afin d'accroître le cloisonnement et d'éviter qu'une arrestation d'isolé ne se répercute en cascade dans toute l'organisation.

(Voilà décrite en quelques lignes l'organisation, l'OCI, que j'avais rejointe en 1978. Croyez-vous franchement que les conditions politiques de la France à la fin des années 70 et du début des années 80 ressemblaient de près ou de loin à celles de la Russie du début du XXe siècle ? Evidemment non, c'est pourtant sur ce modèle de parti que Lambert et Gluckstein prétendaient pouvoir construire un parti révolutionnaire. Cela peut paraître complètement aberrant aujourd'hui, l'œuvre de déséquilibrés mentaux ou de dangereux paranoïaques, mais c'est pourtant encore ce qui sert de modèle à son courant communiste internationaliste qui se croit encore à l'époque de la clandestinité ou de la seconde-guerre mondiale ou à la veille d'une rafle par la police de Sarkozy.)

Le parti bolchevik : un parti d'ouvriers jeunes.

Cependant, le cœur de l'organisation des bolcheviks, la « cohorte de fer » des militants professionnels, a été recruté parmi de tout jeunes gens, ouvriers ou étudiants, (...)

Michel Tomski, lithographe, qui entre au parti à vingt-cinq ans (...)

L'étudiant Piatakov, fils d'une grande famille bourgeoise d'Ukraine, devient bolchevik à vingt ans (...) L'étudiant Rosenfeld, dit Kamenev, a dix-neuf ans quand il adhère, comme le métallo Schmidt et le mécanicien de précision Ivan Nikititch Smirnov. C'est à dix-huit ans qu'entrent au parti le métallo Bakaiev, les étudiants Boukharine et Krestinski, le cordonnier Kaganovitch. L'employé Zinoviev, les métallus Sérébriakov et Loutovinov sont bolcheviks à dix-sept ans. Sverdlov travaille chez un pharmacien quand il commence à militer, à seize ans, comme le lycéen Kouibychev. Le cordonnier Drobnis et le lycéen Smilga entrent au parti à quinze ans et Piatnitski à quatorze. Ces jeunes hommes n'ont pas encore quitté l'âge de l'adolescence qu'ils sont déjà de vieux militants et des cadres.

(A côté le PT fait figure d'épouvantail ou de maison de retraite ! Mais là non plus, aucun militant ne se posera ou n'osera se poser la moindre question. Ne vivons-nous pas une époque formidable ou finalement tout est normal quoiqu'il puisse arriver ?)

Le parti se construit à chaque étape importante de la lutte des classes.

Ces jeunes hommes sont venus par vagues successives, coïncidant avec les grèves et le mouvement révolutionnaire. Les anciens ont commencé à militer vers 1898 et sont devenus bolcheviks dès 1903, après eux est venue la génération de 1905 et des deux années suivantes; une troisième enfin adhère à partir de 1911-1912. La vie de ces hommes se traduit en années de bagne, d'action clandestine, de condamnations, de déportations, d'exil.

(Le parti bolchevik n'était pas un parti trade-unioniste. Son objectif n'était pas de combattre pour faire aboutir à tout prix des revendications, alors qu'il savait pertinemment que c'était impossible dans la plupart des cas sans changement de régime, mais bien de renforcer et construire le parti indispensable à la victoire de la révolution socialiste et d'y préparer les masses. La démarche inverse du PCI-PT d'une certaine manière.)

Les jeunes recrues étaient animés par une détermination inébranlable.

Trotsky, qui les connut bien et partagea leur vie sans être tout à fait des leurs, puisque non bolchevik, écrit à leur sujet : « *La jeunesse de la génération révolutionnaire coïncidait avec celle du mouvement ouvrier. C'était l'époque des hommes de dix-huit à trente ans. Les révolutionnaires plus âgés se comptaient sur les doigts de la main et paraissaient des vieillards. Le mouvement ignorait complètement l'arrivisme, il vivait de sa foi en l'avenir et de son esprit de sacrifice. Il n'y avait ni routine, ni formules conventionnelles, ni gestes théâtraux, ni procédés oratoires. Le pathétique naissant était timide et maladroit. Les mots même de « comité » et de « parti » étaient encore neufs, avec leur fraîche auréole, et ils avaient pour les jeunes gens une résonance attirante et troublante. Celui qui entrait dans l'organisation savait que la prison et la déportation l'attendaient dans quelques mois. On mettait son point d'honneur à tenir le plus longtemps possible avant l'arrestation; à se comporter avec fermeté en présence des gendarmes; à seconder le plus possible les camarades arrêtés; à lire en prison le plus grand nombre de livres; à s'évader au plus vite de déportation pour gagner l'étranger; à y faire provision de science pour rentrer et reprendre le travail révolutionnaire. Les révolutionnaires professionnels croyaient ce qu'ils enseignaient; rien d'autre n'aurait pu les inciter à entreprendre leur chemin de croix ».*

Par sa base ouvrière, le parti s'est intégré dans le prolétariat.

Rien, sans doute, ne peut mieux expliquer les victoires du bolchevisme, et surtout leur conquête, lente puis foudroyante, de ceux que Boukharine appelle le « *deuxième cercle concentrique du parti* », ses antennes et ses leviers en période révolutionnaire, les ouvriers révolutionnaires, organisateurs de syndicats et de comités du parti, pôles de résistance, centre d'initiatives, animateurs et éducateurs infatigables par qui le parti a pu s'intégrer dans la classe et la diriger.

(On peut se proclamer *parti ouvrier*, mais un parti ouvrier qui n'a pas de base ouvrière demeure tout ce qu'on voudra, sauf un parti ouvrier.)

Il ne peut pas y avoir une solidarité compétente au comité central.

Profondément convaincu que les conflits idéologiques sont inévitables, il (Lénine) écrit à Krassine que « *c'est une utopie d'attendre une solidarité complète à l'intérieur du comité central ou entre ses agents* ». Il se bat pour convaincre, sûr d'avoir raison, sûr aussi que le développement politique lui donnera raison. Aussi accepte-t-il finalement d'un cœur léger une défaite qu'il escompte provisoire, comme celle qu'il subit face aux komitetchiki au congrès de 1905, à la veille d'une révolution dont il sait qu'elle va balayer leur routine. A la fin de la même année, il cède à la poussée des militants en vue d'une réunification que lui juge prématurée, mais limite d'avance les dégâts possibles en concentrant ses forces pour obtenir dans le parti unifié l'élection au comité central selon la représentation proportionnelle des tendances. Entre 1906 et 1910, il multiplie les efforts pour convaincre les dissidents de sa fraction et leur laisse finalement l'initiative de la rupture. En 1910, il s'incline devant la politique des « conciliateurs » défendue par

Doubravinski qu'il tient pour un militant précieux et qu'il espère rapidement convaincre par l'expérience (...)

(Dans le parti de Lénine, le droit de tendance n'était pas seulement inscrit dans ses statuts, ce n'était pas une simple figure de style, il existait réellement dans les faits, contrairement à l'organisation que construira et dirigera Pierre Lambert, simple constatation que tout militant honnête a pu faire au cours des 40 dernières années.)

Lénine respecte les principes de fonctionnement du parti. La méthode.

Intransigeant sur toutes les questions qu'il juge fondamentales - le travail illégal est, à ses yeux, l'une des pierres de touche du caractère révolutionnaire de l'action entreprise - il compose ou recule à l'occasion, et pas seulement lorsque, minoritaire, il doit donner l'exemple de la discipline qu'il invoque lorsqu'il a la majorité. Son objectif n'est pas d'avoir raison tout seul, mais de fabriquer l'outil, qui lui permettra d'intervenir dans la lutte des classes et d'avoir raison historiquement, « à l'échelle de millions », comme il aime à le répéter : pour conserver sa fraction, ces hommes soigneusement triés pendant des années, il sait attendre et même plier, mais ne dissimule jamais non plus qu'il n'hésiterait pas à tout recommencer si ses adversaires remettaient en cause l'essentiel. Dans la polémique idéologique ou tactique, il semble toujours aiguïser les angles, pousser les contradictions jusqu'à leur pointe extrême, accuser les contrastes, schématiser souvent et même caricaturer le point de vue de son adversaire. Ce sont là méthodes de combattant qui cherche la victoire, non le compromis, veut démonter jusqu'au mécanisme même de la pensée de son antagoniste et ramener les problèmes à des données facilement compréhensibles pour tous. Mais il ne perd jamais de vue la nécessité de conserver la collaboration à l'œuvre commune de celui avec qui il croise le fer. Pendant la guerre, en désaccord avec Boukharine sur le problème de l'Etat, il lui demande de ne pas écrire de texte sur cette question, pour ne pas accentuer des désaccords sur des points qu'ils n'ont, à ses yeux, ni l'un ni l'autre suffisamment travaillés. Il argumente toujours, s'incline parfois, mais ne renonce finalement jamais à convaincre, car c'est ainsi et ainsi seulement - quoi qu'aient pu dire et quoi que disent encore ses détracteurs - qu'il a remporté ses victoires et qu'il est devenu le chef incontesté de sa fraction, bâtie de ses mains et dont il a lui-même choisi et formé les hommes. Cela lui paraît d'ailleurs parfaitement normal, et c'est sans malaise qu'il répond à ceux que troublent les conflits entre compagnons d'armes : « *Que les gens sentimentaux se lamentent et geignent : Encore des conflits ! Encore des dissensions internes ! Encore des polémiques ! Nous répondons : sans luttes nouvelles et constamment renouvelées, aucune social-démocratie révolutionnaire n'a jamais été formée* ».

(Ce passage est très intéressant. D'une part, il montre que Lénine respectait les principes qu'il avait lui-même contribué à faire adopter par le parti, et il se soumettait aux décisions de la majorité lorsqu'il avait été mis en minorité. D'une part, il continuait le combat sur le plan idéologique pour la victoire, non pour la conciliation, il considérait que la polémique était nécessaire pour faire avancer le parti dans la mesure où elle était devenue inévitable. De plus, Lénine n'avait pas pour objectif dans la polémique avec d'autres camarades d'évincer un ennemi du parti, de se débarrasser à tout prix d'un contradicteur gênant, au contraire, il faisait tout ce qui était en son pouvoir pour qu'il demeure dans le parti, qu'il l'ait convaincu ou non.

Maintenant si l'on se tourne vers l'histoire du PCI-PT, on se rend compte que les méthodes qui ont été mises en œuvres par Lambert-Gluckstein dans leur parti, sont en totale contradiction avec la méthode mise en œuvre par Lénine que ce soit en 1902 ou en 1917. La preuve est facile à établir : le seul fait qu'il n'y ait jamais eu de réelle tendance constituée à l'initiative des militants eux-mêmes au sein de ce parti depuis 60 ans, suffit amplement à prouver que les règles démocratiques élémentaires qui existaient

au sein du parti bolchevik, n'ont jamais dépassé le stade du morceau de papier où des bonnes intentions au sein du PCI-PT. A chaque fois que des militants ont manifesté un désaccord avec Lambert-Gluckstein, ils ont foulé aux pieds les statuts de leur propre parti, ces militants n'ont jamais pu se constituer en tendance ou fraction, ils ont tous été exclus.

Le refus d'accepter le moindre désaccords théorique au sein de leur parti, l'a conduit à se doter d'une direction monolithique. Au niveau des cadres, cela se traduit par leur incapacité à faire preuve du moindre esprit critique, par leur incapacité à répondre à la moindre critique de l'analyse politique qu'ils défendent, bref, toute discussion est finalement devenue totalement impossible avec ces militants, que l'ont peut caractériser de bénis oui-oui ou qui se comportent désormais comme les disciples d'une secte.

Depuis la constitution du MPPT, puis du PT, rien n'a fondamentalement changé au sein de ce parti puisque la direction est demeurée la même. Le tournant politique de 1981 qui s'est traduit par l'adoption de la ligne de défense de la démocratie bourgeoise ouvrait la voie à la liquidation pure et simple du PCI, dont la ligne politique se situait dans la perspective de la révolution prolétarienne.

Pour liquidatrice qu'ait été cette nouvelle ligne politique de défense de la démocratie, elle devait s'accompagner d'un minimum de précautions au niveau de son fonctionnement interne pour que le parti ne se désagrège pas entièrement. Après avoir pris soin d'exclure au préalable et au terme d'une machination Stéphane Just, le seul dirigeant du PCI qui s'opposa courageusement à cette ligne liquidatrice, c'est dans cet esprit là que Lambert-Gluckstein ont pris l'initiative de constituer les quatre tendances (trois en réalité) du PT. Elle était le point d'aboutissement qui traduisait l'adaptation de l'appareil du PCI-PT au réformisme qui devait désormais cohabiter avec un courant trotskyste ou qui se qualifie encore comme tel.

On peut facilement comprendre que l'entreprise qui consistait à marier l'eau et le feu, totalement impossible à réaliser dans les faits, devait servir à masquer en réalité la subordination complète de ce parti aux intérêts de la bourgeoisie, tout en permettant à son appareil de conserver le contrôle total des instances du parti, donc de soumettre la totalité des militants à sa ligne politique réformisme, au nom du trotskysme pour ce qui concerne les militants du courant communiste internationaliste.

Avant la liquidation du PCI, on pouvait penser qu'il pouvait y avoir une lutte idéologique honnête et fraternelle au sein du parti, ce n'était évidemment plus le cas après l'exclusion de Stéphane Just.

Depuis, deux cas de figure peuvent se présenter au sein du PT. Si un militant conteste la ligne politique de la direction et qu'il appartient au courant CCI, rien n'a changé, soit il abdique, soit il est exclu manu militari, et les nombreuses exclusions qui ont eu lieu entre 86 et 2006 le prouvent amplement. On devrait peut-être dire que la situation s'est aggravée pour les militants du CCI, puisque ce sont les dirigeants de leur tendance qui dirigent le parti. La naissance d'un courant, d'une tendance ou d'une fraction au sein du CCI l'affaiblirait encore par rapport aux autres tendances déjà existantes, et pour peu que ces militants contestataires envisageraient de constituer leur propre tendance en dehors du CCI, ils pourraient un jour ou l'autre s'allier avec les autres tendances contre le CCI ce qui pourrait aboutir à la remise en cause de la direction Lambert-Gluckstein, à leur mise en minorité dans le parti, ce qui est évidemment totalement inimaginable pour les dirigeants du PT. Tout a été fait par Lambert-Gluckstein pour cadenasser la totalité des instances du PT de haut en bas.

Si un militant d'une autre tendance manifeste un désaccord, les choses doivent sans doute se dérouler de la même manière, mais à ma connaissance je n'ai jamais entendu parlé de velléité de contestation provenant de militants de ces tendances minoritaires au

sein du PT. J'en connais, ils se bornent à exprimer un désaccord et puis plus rien. Et pour cause, cela peut s'expliquer par le fait que la politique de la direction du PT est parfaitement adaptée et reflète le contenu politique de ces tendances réformistes, donc elles sont d'une certaine manière naturellement en harmonie avec la ligne de *la reconquête de la démocratie* qui semble avoir été créé sur mesure pour elles. Dès lors, concernant les militants de ces tendances, les dirigeants du PT n'ont pas besoin de les convaincre de quoi que ce soit. Et puis, ces tendances socialiste et communiste, d'une part, elles ne représentent que peu de militants, donc sans danger réel pour la direction du PT, d'autre part, elles sont elles-mêmes dirigées par les amis politiques de Lambert-Gluckstein, donc en cas de problème, sachant qu'elles sont en grande partie artificielles, il suffirait de les supprimer tout simplement.

Pour maintenir un semblant de cohérence à l'intérieur de leur parti, Lambert-Gluckstein qui sont de fins manœuvriers ont eu l'idée de coopter n'importe quel militant au sein du courant majoritaire qu'ils animent, le CCI, afin qu'il conserve la majorité en toute circonstance. C'est ainsi qu'on y trouve des militants ayant adhéré au PT et intégrés au Cci depuis plusieurs années qui n'ont jamais lu le *Programme de transition*, ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres.

On est très loin du parti démocratique de Lénine et de ses méthodes que j'estime parfaitement adaptées à notre époque. Les différents groupes d'ex-militants du PCI-PT devrait y réfléchir, si je peux me permettre de leur donner un conseil.)

Lénine : le premier devoir d'un révolutionnaire : critiquer ses dirigeants.

Aussi son autorité (de Lénine – NDLR) - immense - sur ses compagnons, n'est-elle ni celle du prêtre, ni celle de l'officier, mais celle du pédagogue et du compagnon, du maître, de l'ancien - le Vieux, dit-on familièrement - dont on admire l'intégrité, la perspicacité, dont on apprécie les connaissances et l'expérience, dont on peut mesurer l'empreinte sur l'histoire récente et dont on sait qu'il est le constructeur de la fraction et du parti. Son influence repose sur la force et la vigueur de ses idées, son tempérament de lutteur et son talent de polémiste, non sur un conformisme et une discipline rigides. De Krassine à Boukharine, ses camarades montreront que c'est pour eux un terrible drame de conscience que de s'opposer à lui. Ils le font cependant, car c'est un devoir, « *le premier des devoirs d'un révolutionnaire* », dit-il, de critiquer ses dirigeants : les élèves ne se jugeraient pas dignes du maître s'ils n'osaient, pensant qu'il se trompe, combattre son point de vue. Ce n'est d'ailleurs pas avec des robots que l'on peut construire un parti révolutionnaire. Il le sait, lui qui écrit à Boukharine que, si l'on excluait les gens intelligents, mais peu disciplinés, pour ne conserver que les imbéciles disciplinés, on ruinerait le parti. Et c'est pourquoi, comme l'histoire du parti, celle de la fraction depuis 1903 n'est qu'une suite de conflits idéologiques dont il ne sort vainqueur qu'au prix d'une longue patience. A cet égard, il est difficile de séparer, dans l'étude, Lénine de sa fraction où l'unité de vues naît d'une discussion quasi-permanente aussi bien sur les grandes questions que sur la tactique du moment.

C'est sans doute d'ailleurs la capacité de Lénine à associer, par la lutte dans le domaine des idées, des éléments aussi divers, des caractères aussi opposés, des hommes aux tendances si contradictoires que Zinoviev, Staline, Kamenev, Sverdlov, Préobrajenski, Boukharine, qui explique en définitive le succès de son entreprise d'organisation : la « cohorte de fer » qu'a voulu être et qu'a été le parti bolchevique naissait, autant que de ce « *merveilleux prolétariat* » dont parle Deutscher, du cerveau de l'homme qui avait choisi cette voie pour la construire.

(Une remarquable leçon de démocratie qui est valable pour tous les militants. J'ai eu moi-même tendance à emprunter les méthodes détestables des autocrates Lambert-Gluckstein, mais pas dans les mêmes intentions, toute la différence est là. Je m'en excuse au près des militants, c'était une erreur. C'est malheureusement la tendance qui

prédomine encore actuellement au sein de la direction des différents groupes de militants, ce qui explique leur multitude. Du moment que nous sommes d'accord sur le fond et l'objectif à atteindre, nos désaccords ne devraient pas nous empêcher de combattre dans la même structure.)

Lénine : fermeté et élasticité tactique.

C'est ce qui fera de lui (Lénine – NDLR), parmi les vieux bolcheviks, un homme irremplaçable, même si, comme le dit Prébrazjenski, il était « *moins chef au gouvernement que ciment de la masse* ». Car, si l'on admet avec Boukharine que les victoires du parti étaient dues autant à sa « *fermeté marxiste* » qu'à son « *élasticité tactique* » - et c'était là le point de vue des vieux-bolcheviks -, il faut aussi reconnaître que, sous ces deux aspects, le seul Lénine était l'inspirateur, et qu'avec le temps, instruits par leurs défaites répétées, ses contradicteurs bolcheviques ont appris à s'incliner. Or, la période révolutionnaire, en le plongeant dans l'histoire qui se fait « *par millions et par millions* », ne lui a pas laissé le temps de former la génération de ceux qui auraient pu, peut-être, lui tenir tête victorieusement. C'est l'hypothèse que suggère l'histoire du parti jusqu'à la mort de Lénine ; une mort qui permet que, de cette pensée par essence antidogmatique, naisse le dogme du « *léninisme* », lequel se substituera finalement à l'esprit « *bolchevique* » qu'il avait su créer.

(Pierre Broué, qui était à l'époque de la rédaction de ce livre un dirigeant de l'OCI, suggère que le cours de l'histoire aurait peut-être été changé, si Lénine avait eu le temps de former une nouvelle génération de militants qui lui aurait *tenu tête victorieusement*. Mais contre quoi ? Contre la tendance de Lénine à vouloir toujours avoir raison et qui aurait conduit involontairement à la dégénérescence du parti bolchevik en parti de type bureaucratique stalinien ?

Nous savons tous que seule la victoire de la révolution dans un autre pays aurait pu peut-être inverser le cours de la dégénérescence du parti bolchevik et de la IIIe Internationale. Que voulait donc dire Broué ? Que Lénine aurait commis une grave erreur dans la construction du parti avant ou après la prise du pouvoir dont les conséquences furent catastrophiques ? Qu'il avait ouvert inconsciemment et involontairement la voie au stalinisme et qu'il en portait d'une certaine façon la responsabilité, sans toutefois que l'on puisse lui reprocher ? N'était-ce pas inévitable dans les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles la révolution russe s'est déroulée, c'est moi qui apporte cette précision ? On sent comme une pointe d'amertume, de doute dans les propos de Broué à l'encontre de Lénine. Lénine n'a-t-il pas été victorieux une fois de trop ? Contre qui ? Contre Trotsky ? Est-il permis de le penser ? Je ne sais pas.)

Quel parti pour vaincre ?

La petite organisation de révolutionnaires professionnels est devenue un grand parti révolutionnaire de masses, et, en ce sens, la grande querelle d'organisation entre les mencheviks et les bolcheviks est réglée en faveur des derniers. Surtout, le parti bolchevique, en prenant le pouvoir, a tranché définitivement la querelle théorique sur la nature de la révolution en Russie qui, depuis 1905, sous-tendait les conflits d'organisations entre social-démocrates.

(Voilà un désaveu cinglant des méthodes utilisées par les dirigeants du PCI-PT pour convaincre à tout prix les militants contestataires de leur parti, de la justesse de l'orientation politique qu'ils défendent, à défaut de les exclure. Comme le dit lui-même Broué, c'est la lutte des classes qui a permis en définitive de trancher les querelles théoriques, les désaccords entre révolutionnaires, et non des méthodes coercitives

obligeant les militants à se soumettre à une ligne politique qu'ils ne partageaient pas toujours forcément.)

Divergences sur l'analyse de la situation économique en Russie.

En 1903, bolcheviks et mencheviks ne semblent diverger que sur les moyens de parvenir au but ultime, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et l'instauration du socialisme. La polémique qui suit le IIe Congrès révèle pourtant des divergences plus profondes.

Les bases du réformisme, l'aristocratie ouvrière n'existait pas en Russie.

Les mencheviks accusent les bolcheviks d'abandonner les perspectives de Marx, de tenter, artificiellement, d'organiser une révolution prolétarienne par le moyen de conspirations, alors que les conditions objectives ne permettent, dans une première étape, qu'une révolution bourgeoise. Les bolcheviks rétorquent que les mencheviks renoncent à organiser et à préparer une révolution prolétarienne qu'ils rejettent dans un avenir lointain : ce faisant, ils en viennent à se faire les défenseurs d'une sorte de développement historique spontané, menant automatiquement au socialisme à travers des « étapes » révolutionnaires différentes, bourgeoise-démocratique, d'abord, prolétarienne-socialiste ensuite, et ce fatalisme les conduit à restreindre, pour l'immédiat, l'action des ouvriers et des socialistes au rôle de force d'appoint pour la bourgeoisie dans la lutte contre l'autocratie pour les libertés démocratiques.

De fait, les arguments développés par les mencheviks à partir de la scission se ramènent de plus en plus à ceux qu'emploie en Occident les tenants du socialisme réformiste, le paradoxe étant qu'il n'existe pas en Russie d'aristocratie ouvrière semblable à celle qui, en Occident, constitue l'assise sociale du réformisme.

(L'argument défendu ici par le bolchevik contre les menchevik pourrait parfaitement s'appliquer à la stratégie mise en avant aujourd'hui par le PT qui a renoué avec le processus d'accession du prolétariat au pouvoir par « étape ». La restauration de la démocratie sociale et politique pour commencer, et un jour peut-être, nous passerons à l'étape ultérieure, à celle de la révolution socialiste, on ne peut rien en dire de plus puisqu'il ne l'évoque nulle part. Si vous lisez quelque part dans *Informations ouvrières* que le PT combat pour la révolution socialiste, je vous invite à passer gratuitement un mois de vacances en Inde.)

Analyses convergentes et conclusions divergentes.

Pour, tous les social-démocrates russes, la révolution de 1905 a été une révolution bourgeoise par ses objectifs essentiels, l'élection d'une Assemblée constituante et l'établissement des libertés démocratiques. Mais il est non moins clair que cette révolution bourgeoise a été de bout en bout menée par la classe ouvrière, avec ses moyens de classe, manifestations de rues, grèves et l'insurrection des ouvriers de Moscou. (...) Le tsarisme a finalement conservé le contrôle de l'armée (...) Mencheviks et bolcheviks se sont jetés dans l'action révolutionnaire avec la même résolution et sans réticences (...) Après la défaite, ils se retrouvent d'accord dans l'analyse fondamentale et la même explication de l'échec : la bourgeoisie a reculé par, peur des masses ouvrières et la passivité paysanne a été le principal facteur de la résistance et le plus gros atout de la contre-révolution. Ils divergent pourtant quant aux conclusions à tirer de cette première expérience révolutionnaire.

(En général, en creusant un peu plus, on s'aperçoit très vite que des conclusions divergentes ne peuvent pas avoir pour origine une analyse convergente. Il y a forcément quelque part un facteur qui a été sous-estimé ou sur-estimé d'un côté ou de l'autre, mais que les premières analyses faites à chaud ne permettent pas forcément de mettre en valeur ou de découvrir.)

La nécessité actuelle de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik.

Pour les bolcheviks, la révolution de 1905 a démontré que le prolétariat était capable d'écraser ses deux adversaires, l'autocratie et la bourgeoisie, à condition d'avoir l'appui, manquant en 1905, de la paysannerie. Lénine est d'accord avec les mencheviks pour reconnaître la nécessité du passage, en Russie, par l'étape de la révolution démocratique-bourgeoise avant celle de la révolution socialiste prolétarienne. Cependant, l'expérience de 1905 démontre à ses yeux que, par crainte du prolétariat, la bourgeoisie est incapable de la mener à son terme, ce que le prolétariat seul peut faire, en se gagnant l'alliance de la paysannerie qui veut la terre. La révolution démocratique-bourgeoise en Russie ne se fera donc pas sous la direction de la bourgeoisie, comme ce fut le cas dans les pays avancés, mais pourra être menée à bien seulement par une « *dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie* » qui « *donnerait la possibilité de soulever l'Europe* », et « *le prolétariat socialiste européen, secouant le joug de la bourgeoisie, nous aiderait, à son tour, à compléter la révolution mondiale* ». Ainsi, Lénine, tout en maintenant la distinction entre les deux étapes, y introduit-il deux éléments d'une transition qui lui permettent de situer son analyse dans le prolongement des célèbres phrases de Marx sur la « révolution ininterrompue » : la révolution socialiste peut, dans des circonstances historiques données, sortir directement, en Russie et en Europe, de la révolution bourgeoise-démocratique en Russie, ce qui fait de la construction du parti ouvrier social-démocrate en Russie une impérieuse nécessité.

(Aujourd'hui, aucune force sociale en dehors du prolétariat ne peut prétendre s'emparer du pouvoir, aucune classe sociale ne peut remplacer la bourgeoisie au pouvoir en dehors du prolétariat. La dictature du prolétariat est la seule forme de pouvoir possible pour instaurer une démocratie supérieure à celle de la bourgeoisie, pour mater la contre-révolution. Toute autre formule aboutirait forcément au maintien de l'ordre actuel.

Qu'au cours de la lutte du prolétariat pour s'emparer du pouvoir, il existe une étape intermédiaire de courte durée qui prendra la forme d'un gouvernement ouvrier bourgeois s'appuyant sur une Assemblée constituante, c'est presque inévitable, cela peut faire l'objet d'un mot d'ordre transitoire d'agitation, sans constituer notre objectif. Car il est totalement impensable qu'une telle assemblée dominée par des éléments réformateurs puisse s'engager sur la voie de la rupture avec le capitalisme tant que la classe ouvrière ne se sera pas constituée en classe dominante, dont l'expression la plus élevée, consciente, ne peut être que le parti révolutionnaire.

La place du parti demeure déterminante, même si c'est le soulèvement du prolétariat qui est la clé de tout le processus révolutionnaire, avant comme après la prise du pouvoir. C'est la raison pour laquelle, il semble improbable que le prolétariat accède au pouvoir directement, tant qu'il n'aura pas remis son destin entre les mains du parti qui a justement pour tâche de le mener à la victoire, tant qu'il ne sera pas construit et profondément ancré au sein de toutes les couches du prolétariat et de la petite-bourgeoisie. A condition que cette assemblée constituante soit la traduction tant au niveau de la forme que du contenu des soviets de la révolution russe de 1917, et non celle d'une révolution bourgeoise comme le laisse entendre le PT. Dans le cas contraire, la construction de soviets ou comités sera indispensable pour prendre le pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat...)

La révolution permanente.

Trotsky est le seul dirigeant social-démocrate en vue qui ait joué un rôle important dans la révolution de 1905. Malgré ses liens d'organisation avec les mencheviks, il s'oppose de façon radicale à leurs conceptions théoriques : c'est de cette époque que datent les éléments essentiels de sa théorie de la « révolution permanente ». Pour lui, le trait caractéristique de la structure sociale russe est le développement d'une industrie capitaliste sous le patronage de l'Etat et avec des capitaux étrangers. Il existe donc un prolétariat alors qu'il n'y a pas de véritable bourgeoisie, ce qui signifie que, « *dans un pays économiquement arriéré, le prolétariat peut se trouver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé* ». Or, le déroulement de la révolution de 1905 a montré, selon lui, « *qu'une fois au pouvoir, le prolétariat sera inévitablement poussé, par la logique de sa situation, à administrer l'économie comme une affaire d'Etat* », ce qui signifie que l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise par le prolétariat implique automatiquement le passage simultané à l'accomplissement de la révolution socialiste.

Les conditions mises par Lénine à la transition de la première à la deuxième étape, l'appui des paysans en lutte pour la terre et la révolution dans les pays avancés, ne sont plus, aux yeux de Trotsky, que des conditions de la victoire finale, aussi rejette-t-il la formule de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » à laquelle il propose de substituer celle de « dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie et la guidant ». Pas plus que Lénine, il n'envisage la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays. « *Sans le soutien direct d'Etat du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie sera incapable de se maintenir au pouvoir et de transformer la suprématie temporaire du prolétariat en dictature durable* ».

(Lénine n'a jamais fait des différentes étapes de la révolution un préalable ou une nécessité, elles se sont imposées aux bolcheviks, parce que la conscience du prolétariat n'était pas mûre pour passer d'un coup à la révolution socialiste. Il n'en a jamais fait un objectif en soi, car il savait que le passage d'une étape à l'autre se ferait dans la foulée pour ainsi dire, simultanément comme le précise Broué.)

Les soviets ont surgit spontanément au cours de la révolution.

Aux yeux des historiens, le fait capital de l'histoire de la révolution de 1905 est, à juste titre, l'apparition des soviets, au travers desquels triompheront en 1917 la révolution prolétarienne et le parti bolchevique. Il est d'autant plus intéressant de remarquer que les soviets n'ont pas été organisés à l'instigation de l'une des tendances du mouvement ouvrier et que la polémique entre socialistes, au lendemain de 1905, n'en fait que peu de cas.

(Les soviets sont des organes de combats du prolétariat, ils ne peuvent naître que dès lors que le combat pour la conquête du pouvoir est engagé, même si une partie du processus demeure encore inconscient. C'est le rôle du parti de le rendre conscient aux yeux des masses pour aller de l'avant. Il suffit de voir ce qui se passe en ce moment au Mexique.)

Le premier soviet. Du comité de grève au soviet.

C'est lui qui dirige la grève générale, prend la responsabilité d'en assurer l'ordre tout en réglant les transports et autres services publics dont le fonctionnement est indispensable à son succès même; c'est lui qui, après la reprise, impose la journée de huit heures dans les entreprises. Il prend l'initiative de publier un quotidien, les *Izvestia* (Les Nouvelles), organise le refus de l'impôt, lance le célèbre manifeste avertissant les créanciers que la révolution ne paiera pas les intérêts des emprunts russes, impose, contre l'inflation

montante, le paiement des salaires en monnaie-or. Il donne l'impulsion à l'organisation de syndicats, organise les groupes ouvriers d'autodéfense qui répriment une tentative de pogrom par les Cent-Noirs. C'est son exemple et la publicité qui lui est faite qui entraînent la formation de soviets dans toutes les grandes villes. quelle que soit l'occasion de leur formation ou leur point de départ local, comité de grève, comité d'action, assemblée, les soviets de 1905 sont des conseils formés de délégués des travailleurs groupés autour des délégués d'usines, élus par tous les ouvriers, organisés ou non, composés de représentants révocables à tout instant par ceux qui les ont désignés. Tous se comportent, à plus ou moins brève échéance, comme des autorités révolutionnaires, exerçant un pouvoir concurrent de celui de l'Etat, un deuxième pouvoir de fait, appuyé sur les travailleurs et exerçant son autorité, souvent répressive, sur les autres classes de la société.

Le soviet : l'organe du pouvoir du prolétariat.

Les bolcheviks, nous l'avons vu, ont été beaucoup plus réticents à l'égard des soviets : certains y voient une tentative de dresser un organisme informe et irresponsable en rival de l'autorité du parti. Les bolcheviks de Saint-Pétersbourg commencent par refuser de participer en tant que tels au soviet des délégués ouvriers et il faudra, pour les y décider, tout le prestige et l'insistance de Trotsky auprès de Krassine, représentant du comité central. De manière générale, ceux qui sont les plus favorables aux soviets ne consentent à y voir, dans le meilleur des cas, que des auxiliaires du parti. Lénine lui-même ne semble pas leur avoir accordé ni l'importance, ni la signification qu'il leur donnera en 1917. C'est ainsi qu'après la dissolution du soviet de Pétersbourg, il approuve les bolcheviks qui s'y sont opposés à l'admission des anarchistes : à ses yeux, le soviet n'est « *ni un parlement ouvrier, ni un organe d'auto gouvernement prolétarien* », mais seulement une « *organisation de combat pour atteindre des buts définis* ». En 1907, il admet qu'il faudrait étudier scientifiquement la question de savoir si les soviets constituent vraiment « *un pouvoir révolutionnaire* ». En janvier 1917, dans une conférence sur la révolution de 1905, il ne mentionne les soviets qu'en passant, les définissant comme des « *organes de lutte* ». C'est seulement au cours des semaines suivantes qu'il modifiera son analyse, sous l'influence de Boukharine, du Hollandais Pannekoek et surtout du rôle joué par les nouveaux soviets russes.

Sur cette question aussi, Trotsky fait figure d'isolé et de précurseur. Placé au cœur de l'expérience du soviet de Pétersbourg, il en dégage les leçons, trace le bilan de son action et conclut : « *Il n'y a aucun doute qu'à la prochaine explosion révolutionnaire, de tels conseils ouvriers se formeront dans tout le pays. Un soviet pan-russe des ouvriers, organise par un congrès national, [...] assurera la direction. [...] De ces cinquante jours, le [futur] soviet sera capable de déduire tout son programme d'action. [...] coopération révolutionnaire avec l'armée, la paysannerie et les secteurs plébéiens des classes moyennes, abolition de l'absolutisme, destruction de l'appareil militaire de l'absolutisme, [...] abolition de la police et de l'appareil bureaucratique; journée de huit heures; armement du peuple et, avant tout, des ouvriers; transformation des soviets en organes révolutionnaires d'auto gouvernement dans les villes, formation de soviets paysans pour diriger, sur place, la révolution agraire; élections à l'Assemblée constituante* ». Il affirme. « *Un tel plan est plus facile à formuler qu'à appliquer, mais si la révolution doit vaincre, le prolétariat ne peut qu'assumer ce rôle. Il accomplira cette tâche révolutionnaire sans exemple dans l'histoire du monde* ».

Seul ou presque à affirmer, comme il l'a fait devant ses juges, que le soviet, « *organisation-type de la révolution* », parce qu' « *organisation même du prolétariat* » serait l'« *organe du pouvoir du prolétariat* »

(Je me trompe peut-être, mais il semblerait que Trotsky ait toujours favorisé les soviets par rapport au parti dans le combat du prolétariat pour prendre le pouvoir, ce qui expliquerait sa réticence à intégrer un parti et la distance qu'il a toujours gardée par

rapport à Lénine. Les soviets ne sont devenus effectivement les organes du pouvoir du prolétariat qu'à partir du moment où les bolcheviks en avaient pris la direction. Si le parti bolchevik n'a pas été à l'origine de la formation des soviets, il y a joué un rôle majeur pour débusquer les conciliateurs avec la bourgeoisie et pour l'aider à lui donner une orientation politique révolutionnaire, pour favoriser la prise de conscience par les masses des tâches du moment qu'elles avaient à accomplir.

Le programme des soviets dont parle Trotsky, était évidemment largement inspiré par les bolcheviks. Prétendre le contraire reviendrait à vouloir nous faire croire, que spontanément, les masses russes avaient été capables à chaque étape du processus révolutionnaire d'élaborer consciemment les tâches qu'elles avaient à accomplir, ce qui laisserait à penser que le parti n'était pas indispensable, ce n'est évidemment pas ce que disait Trotsky.)

Dès lors que s'instaure un double pouvoir, faut-il participer au gouvernement bourgeois ?

Les bolcheviks, au contraire, affirmaient qu'en renonçant à participer à un gouvernement provisoire, les social-démocrates renonceraient du même coup à l'achèvement de la révolution démocratique. Il y a, évidemment, quelque malice de la part de l'histoire à ce que, en 1917, les mencheviks aient accepté de participer au gouvernement provisoire, et que les bolcheviks le leur aient reproché comme une trahison. Mais c'est qu'à cette date l'édification des soviets était devenue l'affaire des ouvriers et des paysans, et ce développement spontané et tumultueux, révolutionnaire, avait définitivement démodé les vieilles querelles, de la même façon que l'éclatement de la guerre, quelques années plus tôt.

1914 : Le prolétariat n'a pas d'intérêt à défendre une « patrie » nationale.

Trotsky est tout près de Martov. Dès l'été 1914, il attaque violemment les social-démocrates allemands et français dans une brochure intitulée *L'Internationale et la guerre*. Il écrit : « *Dans les conditions historiques actuelles, le prolétariat n'a pas d'intérêt à défendre une « patrie » nationale, anachronique, qui est devenue le principal obstacle à un progrès économique, mais a intérêt au contraire à la création d'une patrie nouvelle, plus puissante et plus stable, les Etats-Unis républicains d'Europe, base des Etats-Unis du monde. A l'impasse impérialiste du capitalisme, le prolétariat peut seulement opposer l'organisation socialiste de l'économie mondiale comme programme pratique du jour* »

1917, février : trois ans de guerre pour que les masses reprennent l'initiative.

Pendant un temps, toute organisation social-démocrate semble avoir disparu. (...) Ce n'est qu'au printemps 1916 que Lénine et Zinoviev, de Suisse, réussissent à rétablir le contact avec ce qui a survécu de l'organisation en Russie.(...) Dans l'ensemble, les possibilités d'action restent médiocres : il faudra trois années de massacre dans les tranchées et de souffrances à l'arrière, la montée irrépressible de la colère, pour qu'avec la révolution de Février et l'irruption dans la rue de larges masses jusque-là passives, les regroupements en gestation dans l'émigration prennent une réalité concrète en Russie.

La guerre impérialiste débouche sur la guerre civile.

En Allemagne, en France, en Russie, dans tous les pays belligérants apparaissent les premiers symptômes d'une agitation révolutionnaire : ainsi que Lénine l'avait prévu, le

cortège de souffrances provoquées par la guerre impérialiste met à l'ordre du jour sa transformation en guerre civile, même quand la lutte commence sous le drapeau du pacifisme.

1917, février : un soulèvement spontané.

La révolution de Février 1917, « *insurrection anonyme* », a été un soulèvement spontané des masses. elle a surpris tous les socialistes, y compris les bolcheviks dont le rôle, en tant qu'organisation, a été nul dans son déclenchement, quand bien même les militants, individuellement, ont joué dans les usines et les rues le rôle d'animateurs et de cadres.

La situation de double pouvoir.

D'un côté, le gouvernement provisoire, formé des parlementaires représentants de la bourgeoisie, coiffant les débris de l'appareil d'Etat tsariste, s'efforçant simultanément de rebâtir un appareil d'Etat et d'endiguer la révolution; de l'autre, les soviets de députés ouvriers élus dans les usines et les quartiers des villes, véritables parlements ouvriers, dépositaires de la volonté des travailleurs qui les désignent et les renouvellent. En ces deux pouvoirs s'affrontaient deux conceptions de la démocratie, démocratie représentative et démocratie directe, et, derrière elles, deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat, que la chute du tsarisme laissait désormais face à face.

Le heurt, pourtant, ne sera pas immédiat. Mencheviks et s.r. sont en majorité dans les premiers soviets et au premier congrès pan-russe. Conformément à leurs analyses, ils ne cherchent pas à lutter pour le pouvoir. Pour eux, seul un pouvoir bourgeois peut prendre la place du tsarisme, faire élire une Constituante, conclure une paix démocratique, sans annexions. Les soviets, à leurs yeux, ont été l'instrument ouvrier de la révolution démocratique-bourgeoise et doivent demeurer dans la république bourgeoise des positions de la classe ouvrière. Mais ils ne sauraient réclamer un pouvoir que la classe ouvrière n'est pas mûre pour exercer et qu'elle réclamera, selon eux, ultérieurement, aux termes d'une révolution spontanée que les socialistes doivent se garder de « forcer ». Dans la pratique, Lénine résumera brutalement leur attitude en disant qu'elle équivaut à une « *remise volontaire du pouvoir d'Etat à la bourgeoisie et à son gouvernement provisoire* ».

Les thèses d'avril de Lénine effraie les bolcheviks.

Seule la première des quatre sera publiée : les dirigeants bolcheviques sont effrayés du caractère radical de cette orientation, préfèrent imaginer que Lénine est mal informé. Il ne lui reste plus qu'à revenir en Russie, par n'importe quel moyen, pour convaincre ses camarades.

Les thèses d'avril. Lénine seul contre la direction du parti bolchevik.

Ces thèses plongent dans la consternation l'équipe dirigeante, dont elles contredisent point par point l'analyse et l'orientation. Elles paraîtront le 7 avril dans la *Pravda*, signées de son seul nom, sous le titre : « *Des tâches du prolétariat dans la révolution actuelle* ».

Tout le pouvoir aux soviets.

Se ralliant tacitement aux thèses de la révolution permanente, il (Lénine –NDLR) affirme : « *Le trait distinctif de la situation actuelle en Russie consiste en la transition de la*

première étape de la révolution, qui remet le pouvoir à la bourgeoisie, à cause de l'insuffisance de la conscience et de l'organisation prolétarienne, à sa seconde étape, qui remettra le pouvoir aux mains du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie ». Il qualifie d'« ineptie » et de « criante dérision » les exigences de la *Pravda*, qui demande à un gouvernement capitaliste de renoncer aux annexions, alors qu'il est « impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique sans renverser le capital ». La tâche du parti bolchevique, minoritaire dans la classe ouvrière et les soviets, est d'expliquer aux masses que « le soviet des députés ouvriers est la seule forme possible du gouvernement révolutionnaire » et que l'objectif de leur lutte est de construire, « non une république parlementaire, mais une république des soviets d'ouvriers, de paysans pauvres et paysans, de tout le pays, de la base au sommet ». Les bolcheviks ne gagneront les masses qu'en « expliquant patiemment, avec persévérance, systématiquement », leur politique : « Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses se détachent par expérience de leur erreur ». Le rôle des bolcheviks est de « stimuler réellement la conscience des masses comme leur initiative locale, audacieuse et décidée; de stimuler la réalisation spontanée, le développement et la consolidation des libertés, de la démocratie, du principe de la possession de toutes les terres par le peuple entier ». C'est de cette initiative révolutionnaire que naîtra l'expérience qui donnera aux bolcheviks la majorité dans les soviets ; alors viendra le moment où les soviets pourront prendre le pouvoir et appliquer les premières mesures du programme bolchevique, nationalisation de la terre et des banques, contrôle des soviets sur la production et la distribution. La dernière thèse de Lénine concerne le parti, dont il propose de changer en même temps le nom et le programme, « Il est temps d'enlever sa chemise sale et d'en mettre une propre », écrit-il en proposant d'abandonner l'étiquette de « social-démocrate » pour adopter celle de « communiste », la tâche étant, selon lui, de « créer un parti communiste prolétarien » dont « les meilleurs éléments du bolchevisme ont déjà, écrit-il, créé les éléments ».

Ainsi, sur tous les points décisifs, position à l'égard de la guerre, du gouvernement provisoire, conception même du parti, Lénine s'oppose-t-il à la ligne appliquée par les bolcheviks jusqu'à son arrivée. Kamenev pourra écrire dans la *Pravda* que « ces thèses ne représentent que l'opinion personnelle de Lénine ». Rappelant les résolutions adoptées antérieurement, il affirme : « Ces résolutions restent notre plate-forme, que nous défendrons aussi bien contre l'influence désagrégeante du « jusqu'au-boutisme révolutionnaire » que contre la critique du camarade Lénine. Le schéma général de Lénine nous paraît inadmissible parce qu'il considère la révolution bourgeoise-démocratique comme achevée, et pose la question de la transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste ».

(On pourrait récrire la première citation ainsi, si un soulèvement avait lieu en France : Le trait distinctif de la situation actuelle en France consiste en la transition de la première étape de la révolution qui remet le pouvoir à la petite bourgeoisie, à cause de l'insuffisance de la conscience et de l'organisation prolétarienne, à sa seconde étape, qui remettra le pouvoir aux mains du prolétariat.)

1917, 24 avril.

La conférence nationale, réunie le 24 avril, rassemble 149 délégués, élus par 79 000 adhérents, dont 15 000 de Pétrograd.

Marcher vers le socialisme.

La radicalisation des masses, l'attitude résolue des soldats dont certains refusent de marcher contre les manifestants, apportent de l'eau au moulin de Lénine, tout autant que

l'affirmation jusqu'au-boutiste du ministre cadet. Il développe ses arguments contre les vieux-bolcheviks, affirme que « *la révolution bourgeoise est achevée en Russie et que le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie* », mais que la lutte pour la terre, le pain, la paix ne pourra être menée à bien que par le passage du pouvoir aux soviets, qui sauront « *bien mieux, de façon plus pratique et plus sûre, comment marcher vers le socialisme* ». La dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie est une formule antique que les vieux-bolcheviks ont « *ineptement apprise au lieu d'avoir étudié l'originalité de la nouvelle et vivante réalité* ». Tourné vers Kamenev, il lui rappelle la formule de Goethe : « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre de la vie* ». Il se moque féroce des propositions de contrôle des soviets sur le gouvernement, s'écriant : « *Pour contrôler, il faut avoir le pouvoir. Le contrôle n'est rien quand ceux que l'on contrôle ont les canons. Contrôlez-nous, disent les capitalistes, qui savent qu'on ne peut pas opposer un refus au peuple maintenant. Mais, sans le pouvoir, le contrôle n'est qu'une phrase de petit bourgeois qui entrave la marche et le développement de la révolution russe* ».

(Lénine collait littéralement au processus révolutionnaire, alors que les vieux bolcheviks restaient accrochés à des formules, qui, juste la veille, étaient dépassées le lendemain par le développement de la révolution. Lénine s'appuie résolument sur les soviets pour aller de l'avant. Lénine se moque de ceux qui veulent contrôler quoi que ce soit sans avoir le pouvoir.)

On pourrait faire un parallèle aujourd'hui avec ceux qui mettent en avant le mot d'ordre de nationalisation et de contrôle ouvrier en France, en Bolivie ou ailleurs, alors même que la bourgeoisie est toujours au pouvoir, ce qui signifie qu'ils n'auront aucun moyen de contrôler quoi que ce soit, c'est un leurre. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'ils ne font pas du combat pour abattre la bourgeoisie leur priorité, ils mettent la charrue avant les bœufs ! Au lieu de se placer dans la perspective du renversement de la bourgeoisie, de la révolution socialiste, ils demeurent obstinément accrochés à la dépouille de la bourgeoisie.)

Entrer dans la voie de la révolution socialiste.

Lénine l'emporte finalement sur les points essentiels en discussion, avec des majorités variables : à l'unanimité moins 7 abstentions sur la question de la guerre, par 122 voix contre 3 et 8 abstentions sur la décision « *d'engager un travail prolongé* » afin de « *transférer aux soviets le pouvoir d'Etat* », 71 voix seulement sur 118 votants pour la résolution qui affirme la nécessité d'entrer dans la voie de la révolution socialiste. On revanche, il est battu sur les résolutions concernant le parti : il est seul à voter pour sa proposition d'abandonner l'étiquette « social-démocrate » et, malgré son affirmation que l'« *unité avec les défenseurs* » serait une trahison, la conférence accepte la création d'une commission mixte de bolcheviks et mencheviks pour l'étude des conditions de l'unification telle qu'elle avait été défendue par Staline le mois précédent. Lénine a « *redressé* » le parti, malgré les vieux-bolcheviks attachés à ses formules anciennes : sa victoire est pourtant loin d'être totale, puisque sur les huit camarades élus avec lui au comité central, l'un est rallié de dernière heure à ses thèses, Staline, quatre sont des opposants du groupe des vieux-bolcheviks, Kamenev, Noguine, Milicutine et Fedorov Zinoviev, Sverdiov et le tout jeune Smilga, seuls, ont soutenu Lénine sans réserves depuis l'ouverture de la discussion.

Il ne faudra pourtant que quelques semaines pour que le développement du mouvement révolutionnaire et la lutte des bolcheviks pour conquérir la majorité des soviets entraînent l'ensemble du parti à accepter sans réserves les thèses que Lénine développera quelques semaines plus tard dans *L'Etat et la révolution*, faisant des soviets un « *pouvoir de même type que la Commune de Paris* », dont la source n'est pas « *une loi discutée et votée auparavant dans un Parlement, mais une initiative des masses*

venue d'en bas », une « *usurpation directe* », la théorie qui sera la base même de l'action des bolcheviks dans les mois suivants et de la victoire de la révolution.

(Il ne faudrait pas croire que Lénine prenait l'exemple de la Commune de Paris aux pieds de la lettre, dont il dira ailleurs, qu'elle ne pouvait pas plus leur servir d'exemple que la révolution de 1848, pour la bonne raison qu'elles s'étaient révélées être incomplètes avant de faire faillite, ajoutant que c'était bien de l'expérience de la révolution russe de février 1917 qu'il fallait partir. La comparaison avec la Commune de Paris ne peut être que limitée dans la mesure où en 1871 en France, il n'existait ni soviets ni parti révolutionnaire, c'est la précision qu'apportait Lénine.)

Unification en cours des forces révolutionnaires

La conférence d'avril provoque le départ de l'extrême droite, les défensistes Voitinski et Goldenberg. Elle hâte les conditions de l'unification avec les mencheviks internationalistes. Déjà de nombreuses organisations social-démocrates autonomes avaient rejoint le parti bolchevique avant cette date. A Pétrograd, pourtant, l'organisation interrayons était restée à l'écart. Lié à Trotsky, le groupe avait pris position pour le pouvoir des soviets et le tournant de la *Pravda* après le retour de Kamenev et Staline l'avait détourné d'une fusion immédiate à laquelle, selon Chliapnikov, il était décidé au début de mars. Mais le problème se repose après la victoire des thèses de Lénine dans le parti bolchevique. Trotsky est revenu le 5 mai après un long périple du Canada en Scandinavie. Il adhère aussitôt à l'organisation interrayons où se retrouvent de nombreux mencheviks internationalistes, Iouréniev, Karakhane, d'anciens bolcheviks, et, de façon plus générale, les militants qui ont été liés à lui depuis plusieurs années (....)

Pour une nouvelle Internationale, rupture totale avec le social-chauvinisme.

Au lendemain de son arrivée, devant le soviet de Pétrograd, il (Trotsky) prend position aussi nettement que Lénine et dans le même sens que lui, annonçant que la révolution « *a ouvert une ère nouvelle, une ère de sang et de fer, une lutte qui n'est plus de nation à nation, mais des classes souffrantes et opprimées contre leurs gouvernants* ». Affirmant que les socialistes doivent lutter pour donner « *tout le pouvoir aux soviets* », il conclut : « *Vive la révolution russe, prologue de la révolution mondiale !* ».

Le 7 mai, à une réception organisée par l'organisation interrayons et les bolcheviks en son honneur, il déclare qu'il a définitivement rompu avec son vieux rêve d'unification de tous les socialistes et que la nouvelle Internationale ne peut se construire qu'à partir d'une rupture totale avec le social-chauvinisme. Dès le 10, il rencontre Lénine.

Peu de choses, désormais, séparent les deux hommes, et ils le savent. Lénine est pressé de gagner au parti Trotsky et ses compagnons. Il a déjà proposé d'en faire le rédacteur en chef de la *Pravda*, mais n'a pas été suivi. En tout cas, il lui demande d'entrer dans le parti et offre, sans conditions, à Trotsky et à ses amis, des responsabilités à la direction de l'organisation et à la rédaction de la *Pravda*. L'amour-propre, certaines réticences, peut-être de ses compagnons, retiennent Trotsky. Il a sans doute plus que Lénine le souvenir des querelles passées et pourtant dépassées. Il souligne que le parti bolchevique s'est « *débolchevisé* », qu'il a acquis une optique internationale, et que rien ne les sépare plus. Mais c'est précisément pour cela qu'il voudrait le voir changer d'étiquette. « *Je ne peux pas me considérer moi-même comme un bolchevik* ». Il souhaite un congrès de fondation et un titre nouveau pour un parti nouveau, enterrant définitivement le passé.

Lénine ne peut accepter de faire une pareille concession à l'amour-propre de Trotsky : il est fier du parti et de sa tradition, tient à ménager aussi l'amour-propre des vieux-bolcheviks déjà passablement ébréchés en avril, qui lui reprochent, à lui, son ralliement à

Trotsky, et considèrent toujours ce dernier comme un adversaire personnel. C'est assez d'avoir imposé les thèses et de se préparer à imposer l'homme : les bolcheviks resteront bolcheviks et Trotsky viendra de son plein gré, car ses réticences sont par trop dérisoires.

(Je ne sais pas si Trotsky a livré quelque part le fond de sa pensée sur sa réticence à se considérer comme un bolchevik. Après coup, bien que Lénine ait dit de lui quelque part qu'il n'y avait pas de meilleur bolchevik que Trotsky, Trotsky a tout fait pour garder ses distances jusqu'au bout avec Lénine, les bolcheviks en général et le parti en particulier, il en paiera le prix fort après la mort de Lénine. De toutes manières, cela n'aurait rien changé vraisemblablement, pour les raisons que j'ai déjà indiquées.)

1917, 26 juillet : Le congrès d'unification des révolutionnaires dans le parti bolchevik.

Les délégués ont été élus par 170 000 militants, dont 40 000 pour la seule ville de Pétrograd. Le parti bolchevique de 1917, le parti révolutionnaire que Lénine appelait à former en avril autour des « *meilleurs éléments du bolchevisme* », est né de la confluence au sein du courant bolchevique des courants révolutionnaires indépendants que constituent aussi bien l'organisation interrayons que les nombreuses organisations social-démocrates internationalistes jusque là restées à l'écart du parti de Lénine.

Ainsi se concrétise la conception du parti qu'il défend depuis des années : la fraction bolchevique a réussi à faire prévaloir, ainsi qu'il l'espérait, sa conception d'un parti ouvrier, et à y rallier les autres révolutionnaires.

(En fin de compte, cette réunification n'a été possible que parce que le parti bolchevik était un parti hautement démocratique.)

La nouvelle direction du parti était tout sauf un rassemblement de béni-oui-oui disciplinés

En fait, les événements qui suivent le VI^e Congrès le prouvent avec éclat : la force du parti unifié vient de la fusion totale de ces courants divers autant que de la diversité des itinéraires qui les ont menés, à travers des années de lutte idéologique, à la lutte en commun pour la révolution prolétarienne. La direction élue en août reflète le rapport de leurs forces. Lénine est élu au comité central avec 133 voix sur 134 votants, suivi par Zinoviev, 132 voix, Trotsky et Kamenev 131. Sur 21 membres, 16 viennent directement de la fraction bolchevique, y compris le Letton Berzine et le Polonais Dzerjinski. Milioutine, Rykov, Staline, Sverdlov, Boubnov, Mouranov, Chaoumian sont des komitetchiki typiques ayant passé autant d'années en prison ou en déportation que dans la clandestinité n'ayant fait à l'étranger que de brefs séjours. Kamenev, Zinoviev, Noguine, Boukharine, Sokolnikov, Artem-Sergueiev ont fait de longs séjours à l'étranger, parfois partagé avec Lénine les responsabilités de l'émigration. La majorité d'entre eux a été, à un moment ou à un autre, en désaccord avec Lénine : Rykov, lorsqu'il était le porte-parole des komitetchiki en 1905, Noguine et Sokolnikov avec Rykov encore en 1910 comme conciliateurs, Boukharine et Dzerjinski pendant la guerre, sur la question nationale, Mouranov, Kamenev, Rykov, Staline, Milioutine, en mars-avril. D'autres ont eu des itinéraires plus complexes, dans la fraction ou sur ses marges : Krestinski, vieux-bolchevik, a travaillé pendant la guerre avec les mencheviks de gauche de Maxime Gorki, Sokolnikov, vieux-bolchevik lui aussi, a été conciliateur, puis, pendant la guerre, collaborateur de Naché Slovo, avant de revenir de Suisse avec Lénine. Kollontaï, vieille militante, a été menchevique à partir de 1903, a commencé en 1914 à se rapprocher des bolcheviks, qu'elle a rejoints en 1915. Trotsky enfin, ainsi qu'Ouritski et le suppléant Joffé, les anciens de la Pravda de Vienne, n'ont jamais été bolcheviks. Le parti

bolchevique d'octobre, celui qui, pour le monde entier, sera « *le parti de Lénine et Trotsky* », vient de naître ainsi que l'écrit Robert V. Daniels, « *la nouvelle direction du parti était tout sauf un rassemblement de béni-oui-oui disciplinés* ». Tel quel, il est bien à l'image du jeune et déjà vieux parti : Lénine, avec ses 47 ans, est le doyen du comité central dont onze membres ont entre 30 et 40 ans, trois moins de 30 ans. Son benjamin, Ivan Smilga, a 25 ans : il est militant bolchevique depuis 1907.

(On pourrait imaginer un scénario similaire en France au cours de la révolution, à ceci près qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun parti ressemblant de près ou de loin au parti bolchevik de Lénine, aucun dirigeant possédant ses capacités intellectuelles hors du commun, son charisme ou qui partage ses méthodes démocratiques.)

Le 23 juillet 1917.

Les ministres bourgeois ont déclenché une crise ministérielle. Le 23 juillet, le « travailliste » Kerenski un compagnon de route bourgeois des s.r. forme un nouveau gouvernement provisoire où les ministres « socialistes » sont en majorité.

Le 25 août 1917 : Le coup de force de Kornilov précipite les événements.

C'est le généralissime de Kerenski, Kornilov, qui est choisi comme « sauveur suprême » ; le 25 août, il envoie contre la capitale une division de cosaques aux cadres sûrs. L'impuissance de Kerenski, que les ministres bourgeois abandonnent dès qu'il parle de destituer le généralissime, la complicité des Alliés éclatent aux yeux de tous. Or, le putsch s'effondre en quelques jours. Les cheminots refusent de faire circuler les trains. Les soldats eux-mêmes, dès qu'ils apprennent la besogne dont on veut les charger, se mutinent, et les officiers se retrouvent seuls, bien heureux si leurs hommes ne les ont pas abattus. Au moment décisif, les bolcheviks sont sortis de leur semi-clandestinité, ont appelé à la résistance dans les soviets, qui seront les seuls organismes à survivre à l'orage de cette semaine, pendant que se volatilisaient les débris de l'appareil d'Etat.

Mencheviks et social-révolutionnaires à contre-courant.

Aussi le putsch a-t-il pour principal résultat de retourner complètement la situation en faveur des bolcheviks, désormais auréolés du prestige d'avoir été les vainqueurs de Kornilov. Le 31 août, le soviet de Pétrograd vote une résolution présentée par leur fraction, qui réclame tout le pouvoir pour les soviets. Le vote est solennellement confirmé, le 9 septembre, par une condamnation sans équivoque de la politique de coalition avec les représentants de la bourgeoisie au sein des gouvernements provisoires : les mencheviks sont désormais à contre-courant, puisque les uns après les autres les soviets des grandes villes, celui de Moscou, le 5 septembre, puis ceux de Kiev, Saratov, Ivanovo-Voznessensk, alignent leur position sur celle du soviet de la capitale qui, le 23 septembre, porte Trotsky à la présidence. Il devient clair, désormais, que le IIIe Congrès des soviets, prévu pour débiter le 20 octobre, réclamera pour lui le pouvoir et condamnera l'alliance des mencheviks et des s.r. avec des ministres bourgeois.

Les bolcheviks ont la majorités aux soviets, il faut prendre le pouvoir maintenant.

De sa retraite de Finlande, Lénine a compris très vite que la situation s'est renversée : le 3 septembre, dans un projet de résolution, il parle de « *la rapidité d'ouragan si incroyable* » avec laquelle se déroulent les événements. Tous les efforts des bolcheviks doivent, écrit-il, « *tendre à ne pas retarder sur les événements, de façon à pouvoir*

éclairer au mieux les ouvriers et les travailleurs ». Il pense que « la situation critique conduit inéluctablement la classe ouvrière peut-être à une allure catastrophique dans une situation où, par suite d'événements qui ne dépendent pas d'elle, elle se verra obligée d'affronter, en un combat décisif, la bourgeoisie contre-révolutionnaire et de conquérir le pouvoir ». Le 13 septembre, il estime que le moment est venu il adresse au comité central deux lettres destinées à être discutées à sa réunion du 15. « Ayant obtenu la majorité aux soviets des deux capitales, les bolcheviks peuvent et doivent prendre le pouvoir ». Il presse le comité central de soumettre la question à ce qui est, de fait, son congrès : la réunion de ses délégués à la Conférence démocratique, « la voix unanime de ceux qui sont en contact avec les ouvriers et les soldats, avec les masses ». Il affirme : « L'Histoire ne nous pardonnera pas, si nous ne prenons pas le pouvoir dès maintenant ». Les bolcheviks doivent présenter leur programme, celui des ouvriers et des paysans russes, à la Conférence démocratique, puis « lancer toute la fraction dans les usines et dans les casernes ». Quand elle y sera concentrée, « nous serons à même de juger du moment où il faut déclencher l'insurrection »

Le comité central censure les lettres de Lénine. Attendre serait un crime.

Or, la même distance qu'en avril sépare Lénine de la majorité des autres dirigeants bolcheviques. Le 30 août, la *Pravda*, que dirige Staline, a publié un article de Zinoviev : sous le titre : « Ce qu'il ne faut pas faire », il rappelle le sort de la Commune de Paris et met en garde contre toute tentative de prendre le pouvoir par la force et prématurément. C'est la position même du parti en juillet, mais Lénine estime que la situation s'est profondément modifiée. Pourtant, ses lettres ne convaincront pas le comité central. Kamenev se prononce contre les propositions de Lénine et demande que le parti soit mis en garde contre toute tentative d'insurrection. Trotsky, lui, est partisan de l'insurrection, mais pense qu'elle doit être décidée par le congrès pan-russe des soviets. Finalement, la majorité du comité central suit Kamenev qui propose de brûler les lettres de Lénine et de ne pas lui répondre.

Lénine engage dès lors la bataille. Il sait qu'il a pleinement convaincu Smilga, qui préside le soviet régional de l'armée, de la flotte et des ouvriers de Finlande il complotte avec lui contre la majorité du comité central, l'utilise pour « faire de la propagande auprès du parti » à Pétrograd et à Moscou, envisage avec lui les plans les plus variés pour le déclenchement de l'insurrection. Il bombarde le comité central de lettres véhémentes, dénonçant les « hésitations » et les « vacillations » des dirigeants.

C'est d'extrême justesse, par 9 voix contre 8, que le comité central décide de suivre Trotsky et Staline qui proposent de boycotter le pré-Parlement qui va sortir de la Conférence démocratique. Mais la fraction bolchevique à la Conférence démocratique, elle, suit Rykov et Kamenev qui, adversaires de l'insurrection, sont partisans de la participation au pré-Parlement. Le 23, Lénine écrit au comité central : « Trotsky était partisan du boycott. Bravo, camarade Trotsky ! La thèse du boycott a été repoussée à la fraction bolchevique de la Conférence démocratique. Vive le boycott ! » Il en appelle à un congrès extraordinaire du parti sur la question du boycott, affirme qu'en aucun cas le parti ne peut accepter une décision de participation : « Il faut amener les masses à discuter la question. Il faut que les ouvriers conscients prennent l'affaire en mains, provoquent sa discussion et fassent pression sur les « milieux dirigeants ». Le 29 septembre, il écrit au comité central qu'il ne peut admettre que ses lettres soient restées sans réponse et encore moins que la *Pravda* censure ses articles, ce qu'il considère comme « une allusion délicate au bâillonnement et une invitation à se retirer ». Il écrit : « Je dois présenter ma demande de démission du comité central, ce que je fais, en me réservant de faire de la propagande, dans les rangs du parti et au congrès du parti. Car ma conviction la plus profonde est que, si nous attendons le congrès des soviets et laissons tout de suite échapper l'occasion, nous causons la perte de la révolution ». Il revient à la charge le 1er octobre : « Attendre est un crime ».

La majorité du comité central hésite, ébranlée, et se résout à demander à Lénine de faire clandestinement le voyage de Pétrograd pour une discussion, avec lui, du problème de l'insurrection. Dans les jours qui suivent, d'ailleurs, la situation dans le parti se modifie. Trotsky réussit à convaincre la fraction des délégués bolcheviques au pré-Parlement qu'ils doivent le boycotter après une déclaration de guerre à la séance d'ouverture. Ils quitteront la salle après qu'il ait, en leur nom, lancé le signal : « *La révolution est en danger ! Tout le pouvoir aux soviets !* ». Les bolcheviks de Moscou, par la voix de Lomov, réclament la décision d'insurrection. Le 9, Trotsky fait décider par le soviet de Pétrograd la formation du comité militaire révolutionnaire qui sera l'état-major de l'insurrection. Le 10 octobre, Lénine, déguisé et rasé, est à Pétrograd, discute passionnément et obtient finalement, par 10 voix contre 2, le vote d'une résolution en faveur de l'insurrection, « *inévitabile et complètement mûre* », invitant « *toutes les organisations du parti à étudier et à décider toutes les questions d'ordre pratique, conformément à cette directive* ».

Le parti bolchevik ultradémocratique.

C'est donc pratiquement au grand jour, dans une ambiance ultradémocratique, cinglant démenti à la tenace légende d'un parti bolchevique caporalisé, que s'est déroulée la discussion sur l'insurrection.

Le IIe Congrès pan-russe des soviets et le problème de la coalition.

Sur les 650 députés du congrès pan-russe des soviets, 390 sont bolcheviques quelque 150 s.r. voteront avec eux. Le présidium du nouveau comité exécutif comprend 14 bolcheviks sur un total de 25 membres. Aux côtés des dirigeants du parti, les membres du comité central, Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Kollontaï, figurent de vieux militants, Riazanov, Lounatcharski, Mouralov - Trotsky dit : Mouranov - le Letton Stouthka et les dirigeants de l'insurrection Antonov- Ovseenko, du comité militaire révolutionnaire, Krylenko et le tout jeune Sklianski. Pendant la discussion arrivent d'exaltantes nouvelles : la chute du Palais d'Hiver, le passage à l'insurrection des troupes envoyées par Kerenski pour la combattre. La minorité, mencheviks de droite et s.r., quitte la salle. Le congrès approuve l'insurrection, vote les fameux décrets qui fondent le régime soviétique, approuve par acclamations le nouveau gouvernement de « commissaires du peuple » le mot a été, à la dernière minute, proposé par Trotsky, adopté avec enthousiasme par Lénine que propose le comité central bolchevique. Ils sont 15, dont 4 ouvriers, tous bolcheviks. Il désigne ensuite un comité exécutif qui comprend 71 bolcheviks et 29 s.r. dissidents, partisans de collaboration au pouvoir avec les bolcheviks, les s.r. de gauche. Il se sépare après une session qui a duré quinze heures en deux jours. La page semble tournée.

Lénine s'appuie sur la base du parti et les masses devenues révolutionnaires.

C'est ce que Volodarski exprimait déjà en juillet en disant : « *Dans les usines, nous jouissons d'une influence formidable, illimitée. Le travail du parti est rempli principalement par les ouvriers eux-mêmes. L'organisation a monté d'en bas et c'est pourquoi nous avons toutes raisons de penser qu'elle ne se disloquera pas* ».

Rien ne contredit plus ouvertement en effet la tenace légende du parti bolchevique monolithique et bureaucratisé que le récit de ces luttes politiques, de ces conflits d'idées, de ces indisciplines publiques et répétées, en définitive jamais sanctionnées. Ce sont les masses devenues révolutionnaires qui sanctionnent les décisions qu'elles avaient d'ailleurs suggérées par leurs initiatives : Lénine, le premier à stigmatiser Kamenev et Zinoviev, en les traitant de « *jaunes* » ou de « *déserteurs* », dans le feu de l'action, est aussi, l'étape franchie, le premier à manifester son désir anxieux de les garder dans le

parti où l'on a besoin d'eux, où ils ont leur place et où l'on ne pourrait les remplacer du jour au lendemain. Dans le parti bolchevique à la fin de 1917, il y a plus que jamais place pour les désaccords et même l'indiscipline, dans la mesure où la passion et la tension des journées révolutionnaires les expliquent, et où, l'accord étant fondamental sur le but, la révolution socialiste, l'accord sur les moyens ne peut résulter que de la discussion et de la conviction.

(Malgré des désaccords théoriques sérieux, des méthodes contestables, l'indiscipline, Lénine décide de garder Kamenev et Zinoviev dans le parti.

Le parti bolchevik n'a jamais été et ne sera jamais un parti monolithique tant que Lénine en assurera la direction. Pour qu'un parti soit ou devienne monolithique, il faut en toile de fond une raison précise, soit que le parti ne soit pas réellement le parti que l'on prétend construire, soit que son principal dirigeant ne soit pas à la hauteur ou qu'il ne soit pas celui qu'il prétend être, ou les deux à la fois.

Lénine a toujours été le même, il n'a jamais varié d'un millimètre de la voie qu'il s'était tracé, de l'objectif pour lequel il a combattu toute sa vie. La fraction bolchevik, puis le parti bolchevik sous la direction de Lénine est toujours resté fidèle au marxisme, à la révolution prolétarienne, au socialisme.)